DOCUMENTS ET TRAVAUX DE LA FNIC CGT
/ N° 14 / février 2022

Enjeux de société

La France s'appauvrit, **le fascisme s'installe,** doucement mais sûrement.

FÉDÉRATION NATIONALE DES INDUSTRIES CHIMIQUES

FNIC CGT Case 429 – 263 rue de Paris – 93514 Montreuil cedex
Tél. : 01 84 21 33 00 / **www.fnic-cgt.fr** /
e-mail : **contact@fnic-cgt.fr**

Sommaire

1. Préambule — Page 3

2. Le capitalisme, système parasitaire, voleur de richesses créées, système destructeur — Page 4-9

3. Eclatement de la classe des travailleurs — Page 10-11

4. La pauvreté dans notre pays — Pages 12-16

5. Le chômage dans notre pays — Page 17

6. Les salaires versus le reste à vivre : l'appauvrissement de notre population — Pages 18-22

7. L'indice des prix : plus fort pour les pauvres — Pages 23-24

8. Les aides à l'emploi : un pillage sciemment organisé — Page 25

9. La pauvreté, terreau du fascisme — Pages 26-28

10. Le fascisme terreau naturel du capitalisme — Pages 29-31

11. Perspectives — Page 32

Sommaire

1. Préambule

Ce dossier constitué par le Collectif d'Histoire sociale de la Fédération Nationale des Industries Chimiques (FNIC-CGT) se veut un outil de réflexion basé sur des chiffres concrets issus de l'INSEE, de la direction générale des impôts et de l'URSSAF. Il éclaire des chiffres souvent peu utilisés et /ou volontairement ignorés, en tout cas jamais compilés réellement, dans un dossier d'analyse.

Il donne des arguments aux militants à partir de chiffres officiels qui ne peuvent être contestés. Ces analyses ont déjà été faites, bien évidemment, mais souvent de façon éclatée, parcellaire, sans cohérence d'ensemble.

La bataille des idées fait rage entre tenants de l'idéologie capitaliste et les plus « éclairés » de la classe des exploités que nous sommes. « Eclairés » non pas parce que nous sommes plus intelligents mais bien parce que nous utilisons l'analyse marxiste du capitalisme et l'analyse des faits. Cette analyse nous est reconnue par nos adversaires et combattue par tous les moyens car elle est juste et pertinente... et dangereuse pour la survie du système capitaliste.

Le rouleau compresseur des médias (volontairement mis en place par nos ennemis de classe) ne permet pas d'avoir cette analyse objective et politique de ce qu'est le constat de la vie des Français aujourd'hui et de la vie des peuples de la planète. Les problèmes récurrents des banlieues, la révolte des Gilets jaunes, l'augmentation, année après année, des repas délivrés aux plus pauvres, le nombre sans cesse grandissant des sans-abri, sont des indicateurs de pauvreté, tout au moins de paupérisation de la population de notre pays.

Ils sont masqués par les médias, aux ordres du pouvoir politiqueen place, lui-même soumis aux 9 milliardaires possédant 95 % des medias français.

On nous assène donc : « les Français sont partis au ski », « les Français partent en vacances », « les Français partent massivement à l'étranger » à longueur de journaux télévisés en taisant systématiquement que 60 à 80 % des Français ne font pas partie de ces voyageurs, en taisant que même parmi ceux qui partent, nombre d'entre eux vont dans leur famille par manque de moyens. La pauvreté, la misère, la paupérisation sont donc volontairement occultées. Cette situation, qui dure depuis près de 40 ans et qui s'accélère, fait le jeu de l'extrême droite, de la xénophobie, du racisme, du rejet de l'autre.

Cela arrange les tenants du Capital car ils sont prêts à miser sur l'extrême droite, comme ils l'ont fait entre les deux guerres, si d'aventure, elle prenait le pouvoir. Comme en Italie (1923), au Portugal (1928), en Allemagne (1933), en Espagne (1938), en Grèce à plusieurs reprises... et en France même (1934) et surtout la période 1940-1944 sous la poigne du fasciste Pétain. Les grandes entreprises comme celles de la Chimie (Air liquide et Francolor...) ou Renault en ont tiré des profits colossaux, et pas uniquement en France, les grandes entreprises allemandes et américaines ont également prospérées grâce à la guerre et au fascisme.

Les communistes de toutes tendances remettent en cause ce système, d'où la haine que le Capital leur voue.

La guerre politico-économique place les pions de manière très simple en fonction des intérêts des capitalistes.

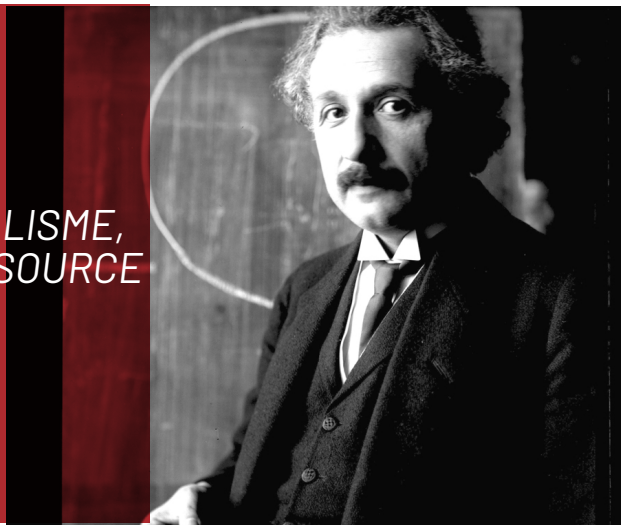
Ils ont misé par le passé et misent encore sur la social-démocratie, le Parti socialiste, les radicaux dits de « gauche », formations aujourd'hui rejetées par la population car n'ayant pas voulu remettre en cause le système économique. Pendant 40 ans l'alternance a nui énormément aux espoirs d'une réelle politique de rupture.

En conséquence, le peuple, scrutin après scrutin électoral, s'enfonce dans une abstention qui laisse les mains libres aux capitalistes et à tous leurs alliés et ils sont nombreux. Rappelons qu'Hitler a accédé au pouvoir grâce à une forte abstention.

Il nous faut redresser la barre, se convaincre que nous sommes dans le vrai, agir en conséquence pour repartir à la bataille politique.

2. Le capitalisme, système parasitaire, voleur de richesses créées, système destructeur…

« LE CAPITALISME, VOILÀ LA SOURCE DU MAL.» EINSTEIN



Depuis l'origine, le capitalisme se développe sur l'enrichissement d'une caste bourgeoise, qui a longtemps vécu dans l'ombre de la caste aristocratique. Elle n'a pas hésité à d'abord vendre des êtres humains pour les exploiter physiquement via l'esclavage, entraînant des dizaines de millions d'humains tués volontairement sur l'autel de la rentabilité et du profit. Son enrichissement considérable lui a conféré un immense pouvoir économique mais pas politique. L'arrivée au pouvoir politique de la bourgeoisie en France en 1789, qui a détrôné l'aristocratie, la fin de l'esclavage (qu'elle a abandonné au profit de l'exploitation de la classe ouvrière, plus rentable) et le développement de la science a incité cette caste ultra riche à accélérer et à massifier l'utilisation des êtres humains pour fabriquer leurs produits et les acheter pour faire tourner la machine à profits.

Car, fabriquer des produits c'est bien, mais il faut les vendre.

Comment un esclave n'ayant aucun revenu pouvait-il acheter ces produits ?

Au début du capitalisme, l'exploitation de la classe ouvrière a permis de vendre les richesses produites à une classe bourgeoise très riche. Mais très vite, le principe même de l'accumulation capitaliste, la recherche du profit et les réinvestissements successifs ont obligé les capitalistes à élargir leur cible de consommateurs potentiels.

La classe bourgeoise n'était plus assez importante pour faire tourner cette économie de marché, qui caractérise le système capitaliste, et générer suffisamment de profit, pendant que la classe ouvrière était, elle, trop pauvre pour développer le système (au moins jusqu'à 1850).

C'est cette vision des choses et paradoxalement le résultat des luttes sociales menées par la classe ouvrière qui ont permis à la classe bourgeoise de s'appuyer sur une classe dite « moyenne » suffisamment importante pour acheter leurs produits fabriqués par l'ensemble des travailleurs.

L'« éclatement » de la classe ouvrière était en marche.

Mais c'est une dispersion apparente. La classe ouvrière est bien toujours là, et massive, pour produire les richesses.
Dans cette classe ouvrière scissionnée, ou plutôt saucissonnée, il y a ceux qui vivent à peu près correctement et dépensent, mais qui sont toujours exploités par le Capital : ils produisent et sont autorisés à consommer les produits qu'ils ont eux-mêmes fabriqués.

Et il y a une masse de gens pauvres et qui le restent toute leur vie, qui sont, soit sans emploi, soit producteurs de richesses, mais très peu consommateurs de ces dernières…

Ceux qui sont dans la première catégorie peuvent à tout instant de la vie basculer dans la deuxième, et ceux qui sont dans la deuxième y restent toute leur vie.

Mais l'accumulation de richesses issues de ce circuit a un travers : l'argent gagné, puis réinvesti, a la fâcheuse tendance à réduire son taux de rentabilité (Fig.1) Le diagramme montre cette baisse mais aussi les soubresauts de profits qui correspondent aux périodes de guerre (1914 jusqu'à 1929, 1940 jusqu'à 1947 et 1950 à 1975, guerres coloniales, guerre de Corée et guerre du Vietnam). Les guerres sont clairement des bouffées d'oxygène pour un système qui se meurt naturellement.

Pourquoi bouffée d'oxygène ? Destruction des bâtiments, usines, logements, développement de l'armement, production jetable par excellence, mise en sourdine des revendications, salariés sous pression...lui permettent d'augmenter les productions et donc les profits.

Quelques réflexions sur la baisse du taux de profit :

Un patron qui se lance dans la création d'une entreprise met 1 000 euros dans son activité. C'est son capital de base. Il embauche des salariés.

Admettons que l'activité soit au rendez-vous ainsi que les profits. A la fin de la première année, il a engrangé 100 euros de bénéfice net. Il a donc, grâce à son activité, fait 10% de taux de profit. Entretemps, il s'est payé pour vivre très correctement, car c'est lui qui fixe sa propre rémunération.

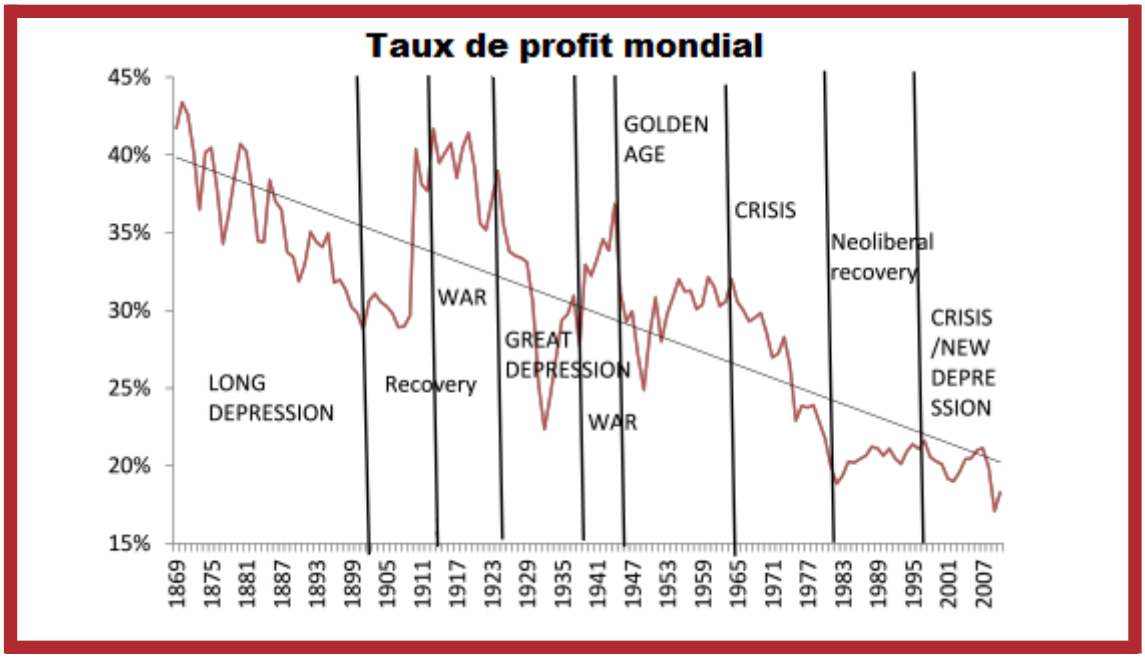
Il remet ces 100 euros dans son activité. Il a donc 1 100 euros d'investissement dans son activité. La deuxième année, il fait toujours 100 euros de bénéfices net toujours réinvestis. Son activité ne fait plus que 9,1 % (100 divisé par 1100). La troisième année (toujours avec le même bénéfice) il ne fera que 8,3% (100 divisé par 1200) et ainsi de suite...

Pour éviter cette perte de taux de profit, notre patron va devoir :

- Augmenter son chiffre d'affaires pour augmenter son bénéfice, mais en faisant cela, il entre en concurrence avec d'autres patrons qui font la même chose que lui. Il lui faut donc des investissements ou des rachats ou des fusions, voire des faillites.
- Réduire le salaire de ses employés.
- Acheter les matières premières moins cher (du fait des salaires plus faibles dans les zones de production).
- Demander des aides publiques.
- Eviter de payer trop de taxes ou d'impôts.
- En clair, réduire ce qu'il appelle les charges.
- Plus rarement, baisser ses investissements s'il se met en position de céder son affaire.

Note : on voit aussi que dans l'exemple, le principe moteur n'est pas seulement de devenir riche mais de réinjecter sans cesse du capital dans le processus de production. Ce qui conduit à l'accumulation capitaliste.

Fig.1



Essai de reconstitution du taux de profit mondial par Mickael Roberts (English economist-2021)

Cette baisse tendancielle du taux de profit a été analysée, prédite et expliquée par Karl Marx dans son analyse macro-économique du capitalisme, ce qui est reconnu largement par les capitalistes eux-mêmes aujourd'hui.

L'objectif pour eux est donc toujours de freiner au maximum cette baisse tendancielle pour continuer à générer du profit.

C'est donc depuis le début des années 1970 que les capitalistes, aidés par leurs servants politiques (de l'extrême droite au parti socialiste), ont utilisé la «crise » idéologiquement pour faire accepter aux travailleurs des sacrifices et nous l'ont assenée via les médias toujours un peu plus contrôlés.

Depuis le début des années 70, la crise n'a jamais cessé. Elle a eu des soubresauts mais ne s'est jamais arrêtée. C'est donc une crise de fond systémique inhérente au système capitalisme lui-même.

Pour limiter la baisse du taux de profit, pour compenser la baisse de la profitabilité et continuer la progression des profits, le capitalisme s'est attaqué aux dépenses publiques pour y imposer les privatisations qui correspondaient à la création de nouveaux marchés nécessaires au développement des profits.

Les grands capitalistes se sont attaqués aux salaires pour gonfler les marges.

Ils se sont attaqués aux systèmes de prévoyance et de solidarité pour y introduire le secteur privé générateur de bénéfices juteux (budget de la SS plus de 500 milliards d'euros pour 2022, budget de l'Etat 253 milliards (2017).

Ils se sont attaqués à la nécessaire solidarité à l'intérieur des Etats afin de s'y soustraire (baisse des impôts sur les bénéfices, sur la fortune, baisse des taxes douanières…).

Pour ce faire, ils ont créé et soutenu l'existence des paradis fiscaux (y compris européens : Luxembourg, Suisse, Jersey, etc…) comme l'ont montré les scandales vite étouffés des Panama et Pandora papers.

Ils ont volontairement réduit les emplois, en mettant le phénomène sur le dos de la science, générant ainsi des millions de chômeurs.

Ils ont volontairement divisé la classe ouvrière politiquement par la création de syndicats à leur botte et sociologiquement en la saucissonnant en catégories (création des ICTAM-Ingénieurs Cadres Techniciens et Agents de maîtrise).

Tout cela a abouti à un transfert massif de la création de richesses, générée uniquement par les travailleurs dans leur diversité, du monde du travail vers le Capital. 10 % du PIB ont ainsi été transférés des salaires vers le Capital (Fig.2) à cause de la politique de rigueur de 1983 voulue par François Mitterrand, président socialiste élu en 1981.

Fig.2

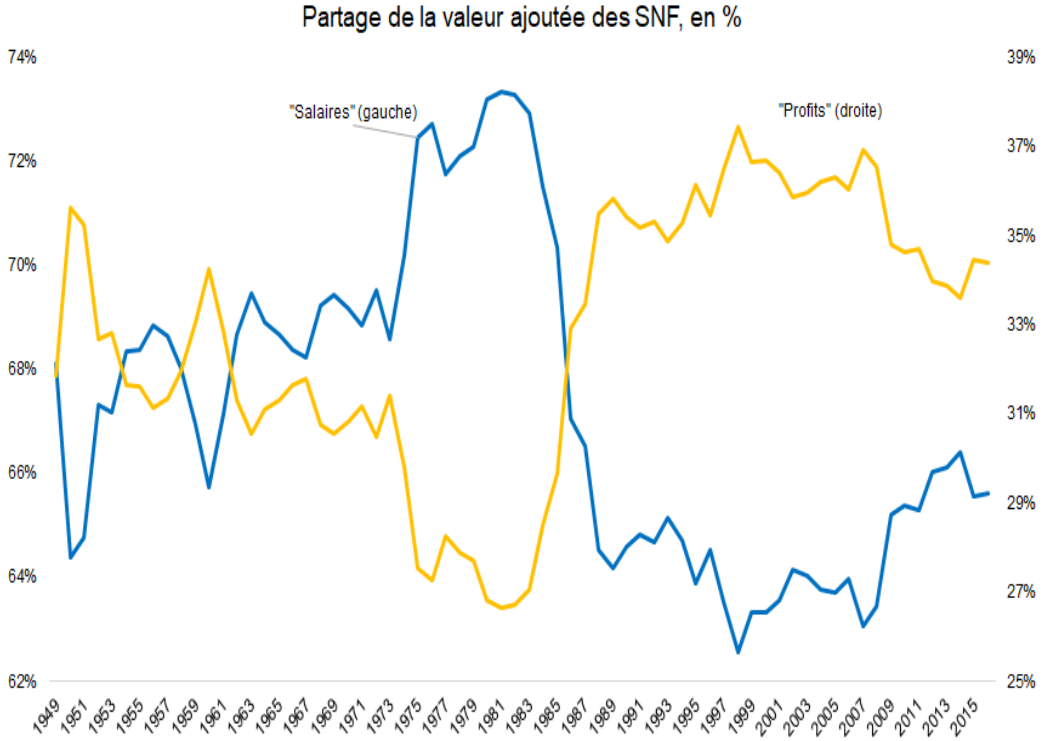
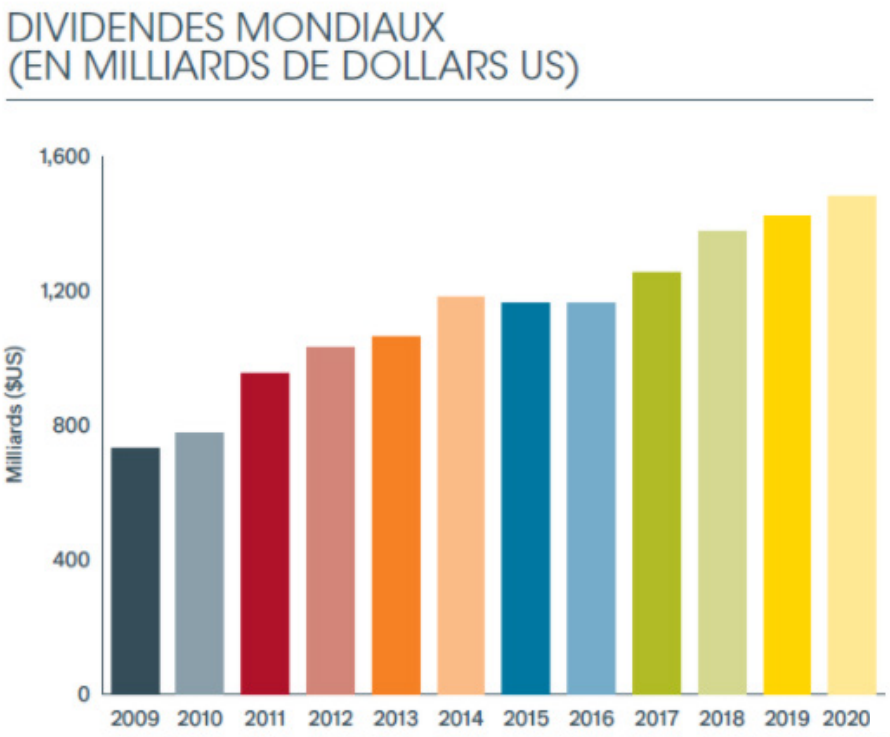
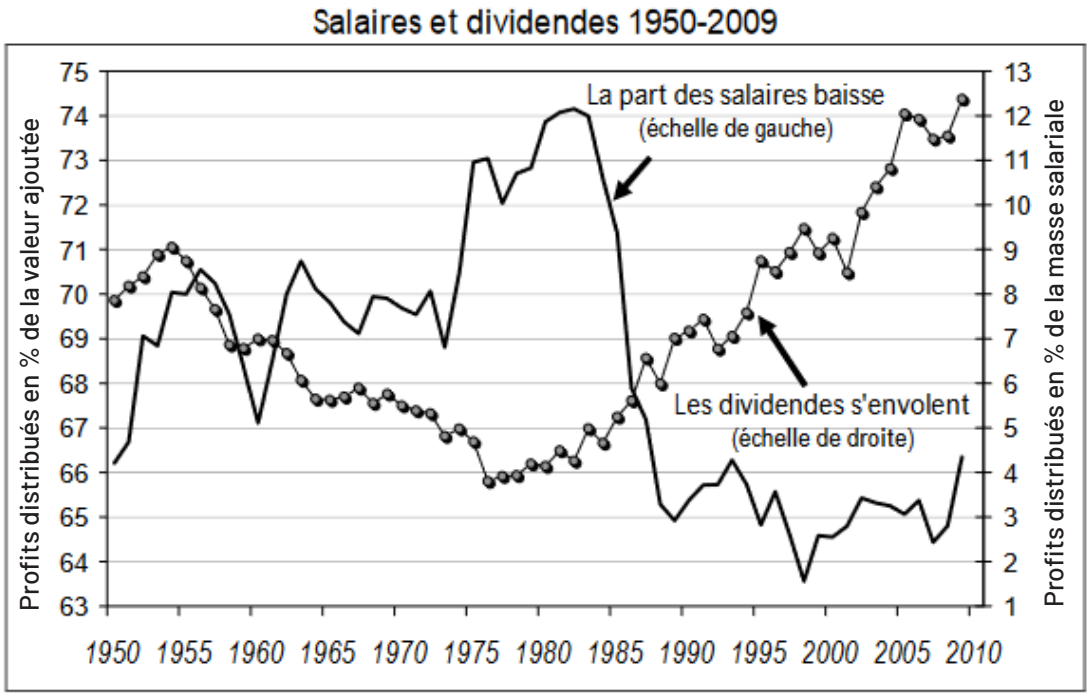


Fig.3



Les sommes versées aux actionnaires sur la planète depuis 10 ans s'élèvent à 11 400 milliards de dollars (Fig.3). C'est l'équivalent de la somme stockée dans les paradis fiscaux et échappant à la solidarité via les impôts. C'est donc un véritable pillage des richesses créées au profit de quelques-uns et au détriment de milliards d'individus.

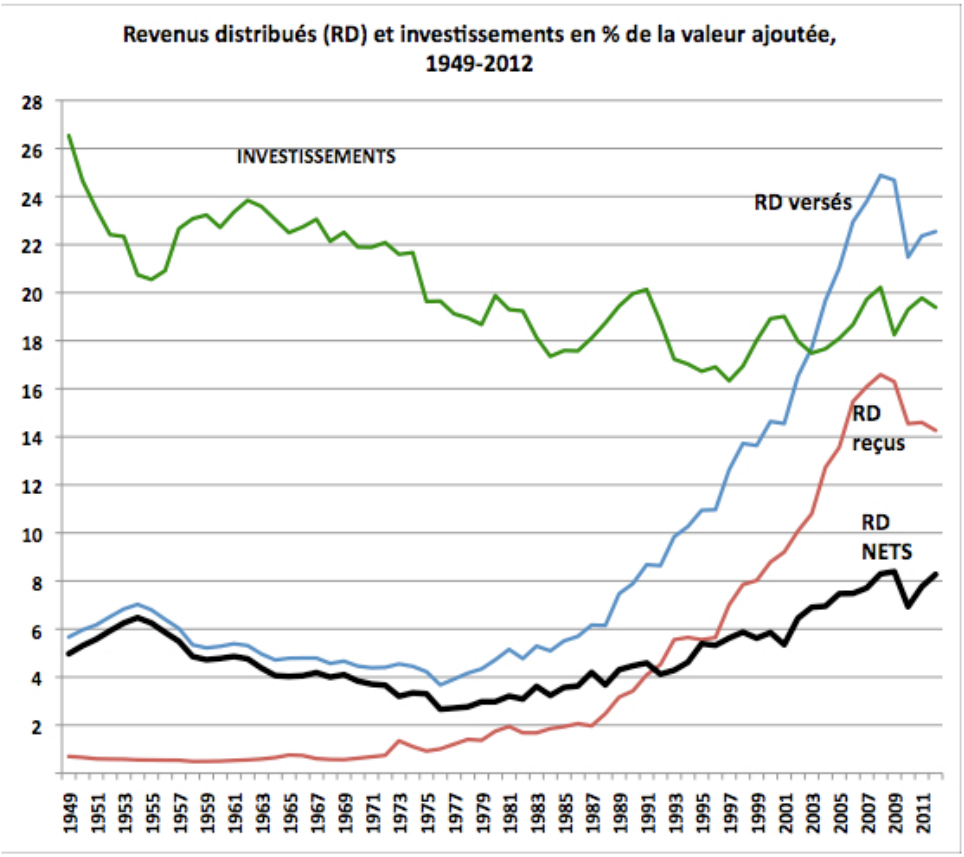
Fig.4



Sociétés non financières. Source : Insee

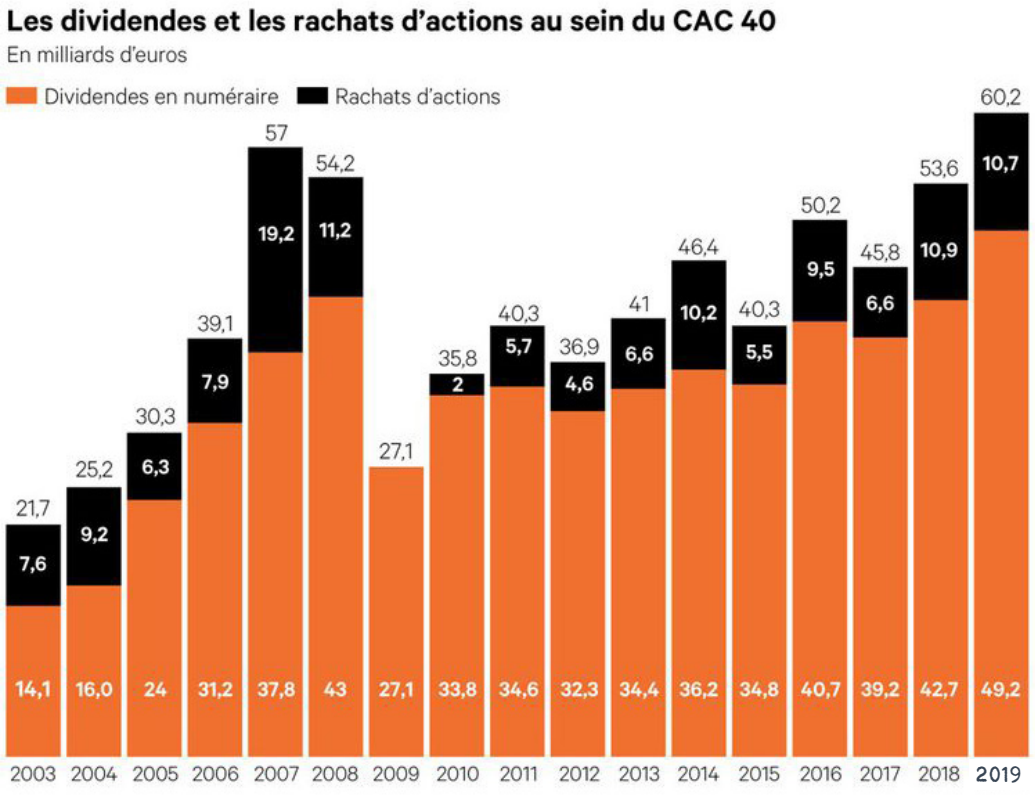
En Europe, sur l'année 2021, ce sont plus de 330 milliards de dollars de dividendes versés. La France se distingue, elle, avec 70 milliards d'euros distribués soit 21 % des dividendes européens et se situe en tête de l'exploitation capitaliste européenne (Fig.4).

Fig.5



L'augmentation régulière des dividendes en France aboutit à une baisse tout aussi régulière des investissements. (Fig.6)

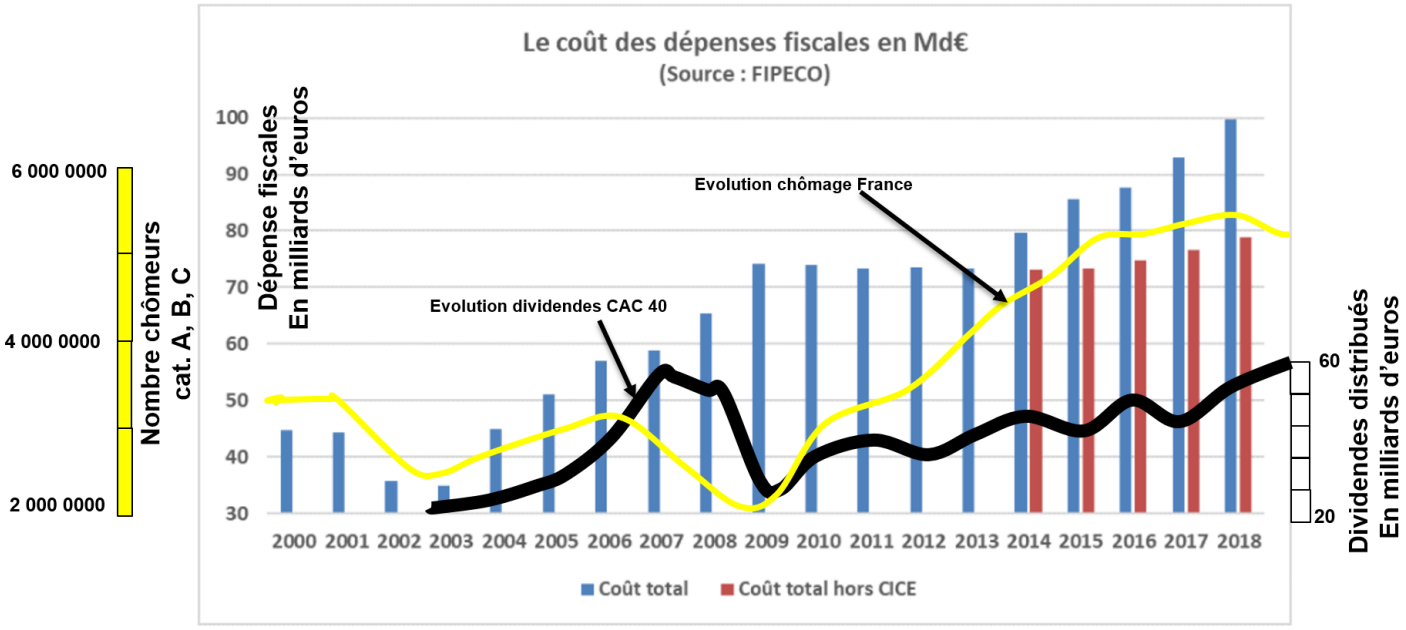
Fig.6



Les grands groupes du CAC 40 engrangent des dizaines de milliards d'euros de dividendes chaque année. (Fig.6)

Les courbes d'évolution des dividendes collent parfaitement avec l'évolution des aides publiques, du reste à vivre des Français et de la courbe du chômage. Ceci est particulièrement vrai depuis 2008 où on assiste à un véritable siphonnage (Fig.7)

Fig.7



Source : rapport de la Cour des comptes de 2010 sur la situation et les perspectives des finances publiques ; projets de lois de finances de 2011 à 2018 ; dépenses fiscales au format du PLF pour 2018 ; FIPECO.

Depuis 40 ans, une partie non négligeable de la création de richesses est générée aussi par l'hyper spéculation qui s'applique aux monnaies, aux matières premières (immobilier, cacao, pétrole, maïs, blé, eau, électricité...).
Les grands groupes capitalistes internationaux spéculent sur tout et génèrent une partie significative des profits, et donc du PIB qui en tient compte, à partir de la spéculation. Cette partie n'a rien de réel.
Comment faire alors confiance à ce fameux PIB, au moins pour les grands groupes transnationaux ?
Quelle est la réelle part de la spéculation ? De la vraie création de richesses ?
Jusqu'où le capitalisme est-il prêt à aller ?
N'y a-t-il pas une limite ? Un point de non retour ?
On a vu que les périodes de guerre permettent de remonter temporairement le taux de profit, mais la baisse est inéluctable. Les guerres sont donc indispensables au système qui s'en nourrit pour le plus grand malheur des peuples.
Une fois richissimes et contrôlant la planète, les capitalistes n'auraient-ils pas intérêt à remettre en place l'esclavage pour leur permettre de couler des jours heureux ?
En attendant cette période, le capitalisme gère le déclin du taux de profit en délocalisant vers des pays où la main d'œuvre est corvéable à merci et où les protections sociales et environnementales sont quasi inexistantes (là où il existe une classe ouvrière pauvre mais massive, qui ne peut consommer ce qu'elle produit) afin de vendre cette production dans les pays où il existe encore une classe moyenne pouvant les consommer.

3. Eclatement de la classe des travailleurs

Le capitalisme a sciemment organisé l'éclatement de la classe de ceux qui produisent les richesses et qui font avancer la civilisation humaine dans un but de division et donc d'affaiblissement de la classe des travailleurs.

Cet éclatement s'observe à l'échelle mondiale ainsi qu'à l'échelle des pays dits « riches ».

Le déplacement des centres de production des biens marchands, de l'industrie des pays capitalistes occidentaux vers les pays capitalistes où la main d'œuvre est plus exploitée (pays de l'Est européen, Asie, Afrique…) a, de fait, entraîné l'exportation de la grande masse des catégories ouvrières, surtout non qualifiées, vers ces pays dits émergents. Les pays capitalistes occidentaux voient ainsi leur population se scinder en plusieurs sous-ensembles.

L'éclatement de la classe des exploités se fait entre :

- ceux qui vivent tant bien que mal, la classe dite moyenne, qui fournit la main d'œuvre qualifiée, qui peut consommer ce qu'elle a gagné à la sueur de son front pour générer les profits de la caste des ultras riches,

- et ceux qui constituent la classe des pauvres, salariés exerçant des métiers dits de première ou de seconde ligne payés au SMIC ou au chômage, précaires, en sous-emploi, ou auto exploités (auto-entrepreneurs) qui, eux, ne peuvent consommer et sont condamnés à la survie économique.

Ceci est une caractéristique de la société capitaliste mature.

La classe des pauvres ne subsiste que grâce aux aides imposées aux Etats et aux collectivités via les impôts et autres prélèvements, via les organismes de solidarité nationale (Restaurants du Cœur, Secours populaire…).

Les grands capitalistes font tout leur possible pour ne pas participer à la solidarité avec cette classe des pauvres qu'ils ont pourtant largement contribué à créer et à maintenir.

Cette fracture de la classe laborieuse se développe depuis les années 70 dans les pays du G7, (Europe de l'Ouest, Amérique du Nord, Japon) et s'étend aujourd'hui aux pays du G20 (Europe de l'Est, Russie, Brésil, Argentine, Chine, et Asie du Sud-Est).

Avant les années 40, la classe ouvrière était constituée par plus de 90 % d'ouvriers et d'employés.

Aujourd'hui, l'émergence, du fait de l'évolution des techniques, de salariés qui ont une qualification (techniciens et cadres) et leur importance, a modifié la structure de la classe ouvrière. Ce décalage est accentué par des délocalisations massives vers d'autres pays, des métiers à risques et pénibles.

Pour une partie importante de la classe dite moyenne, un accident de la vie peut la faire basculer dans la classe des pauvres ce qui rend sa situation très précaire. Cela peut être le chômage, la maladie, le divorce…

L'endettement auprès des organismes financiers (pour la grande majorité de la population française) les précipite dans une situation de dépendance financière très difficile, ces organismes n'ayant aucune mémoire et surtout aucun scrupule (leur objectif étant de maximiser leur profit et peu importe si des vies sont anéanties au passage).

Une fois basculé dans le « halo » (terme officiel de l'INSEE) des pauvres, les chances de retour sont très faibles. Ce halo est, lui-même, constitué d'une grande variété de cas : chômeurs, indemnisés ou non, personnes touchant les minima dit « sociaux » (RSA, Minimum vieillesse), les handicapés indemnisés ou non (HAD), les jeunes sans emploi ou en emploi précaire (CDD, intérimaire, stagiaire) ceux qui vivent avec un conjoint sans emploi…

La grande majorité de cette classe moyenne « inférieure » est essentiellement constituée de salariés souvent en couple avec enfants, les deux conjoints travaillant. On peut l'estimer entre 50 et 60 % de cette classe.

La partie plus aisée de la classe dite moyenne, partie la moins nombreuse (de l'ordre de 10 %), est constituée par certaines professions libérales (médecins, notaires, avocats, artisans), des commerçants, des ingénieurs et cadres, des techniciens très qualifiés. Même si il existe une dispersion dans cette population, elle reste globalement à l'abri des accidents de la vie de par son niveau de vie élevé et bascule assez rarement dans le « halo » des pauvres.

Cette classe moyenne est indispensable, voire vitale au système capitaliste. Il faut la choyer car elle va générer les profits de la caste des puissants de ce monde. C'est elle qui va pouvoir profiter des nombreux dispositifs des réductions d'impôts, pour lui permettre de dépenser et donc de gonfler les profits.

La classe des pauvres aujourd'hui représente pas loin de 30 %, elle est très éclatée. Elle comprend :

- les sans abri,
- les personnes au RSA,
- les personnes à temps partiel imposé,
- les retraités à très petite retraite,
- les salariés en famille monoparentale (25 % des foyers français),
- les salariés au Smic ou juste au-dessus (et ils sont nombreux, 25 % des salariés en France),
- les salariés qui avaient un niveau de vie à peu près correct mais dont un des membres du couple a eu un accident de la vie (chômage, accident, maladie…),
- ….

« CETTE CLASSE MOYENNE EST INDISPENSABLE, VOIRE VITALE AU SYSTÈME CAPITALISTE. IL FAUT LA CHOYER CAR ELLE VA GÉNÉRER LES PROFITS DE LA CASTE DES PUISSANTS DE CE MONDE. C'EST ELLE QUI VA POUVOIR PROFITER DES NOMBREUX DISPOSITIFS DES RÉDUCTIONS D'IMPÔTS, POUR LUI PERMETTRE DE DÉPENSER ET DONC DE GONFLER LES PROFITS. »

4. La pauvreté dans notre pays

D'après les chiffres officiels, le taux de pauvreté s'établit en fonction d'un pourcentage, soit 60% du salaire médian.

Pour rappel, qu'est-ce que le salaire médian ?
Considérant une population donnée, on la divise en deux parts égales en nombre au-dessus et en-dessous d'une valeur dite médiane.
D'une façon générale, en mathématiques, la moyenne correspond à la somme des valeurs divisée par le nombre de valeurs. La médiane indique le point central d'un ensemble de valeurs, le partageant en deux parties, avec autant de valeurs en-dessous et au-dessus de ce nombre. (Fig.8)

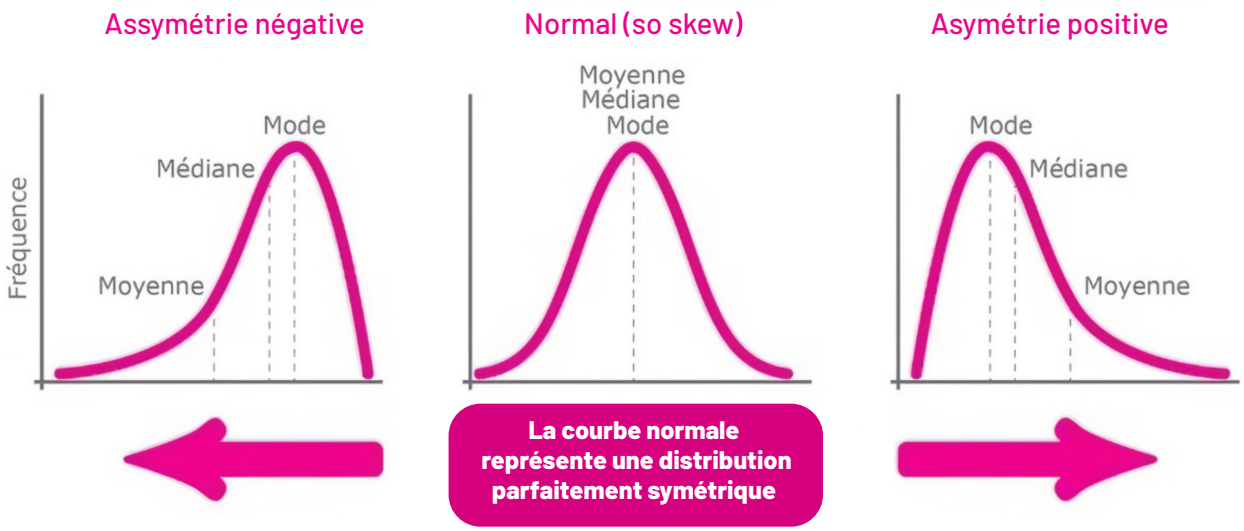
Exemple :

dans une entreprise de 20 salariés :
10 ont un salaire de 1 500 € brut,
5 ont un salaire de 2 500 € brut,
3 ont un salaire de 4 500 € brut,
2 ont un salaire de 10 000€ brut.

La moyenne des salaires est calculée comme suit :
((1 500x10)+(2 500x5)+(4500x3)+ (10 000x2))/20 =
2 150€

Le salaire médian est calculé comme suit :
Nombre médian = 20 salariés divisé par deux, soit 10.
Le salaire médian correspond aux salaires du nombre médian de salariés, soit 1 500€ brut.

Fig.8



Attention donc à bien manipuler ces paramètres car nos employeurs les manipulent pour leur plus grand profit.

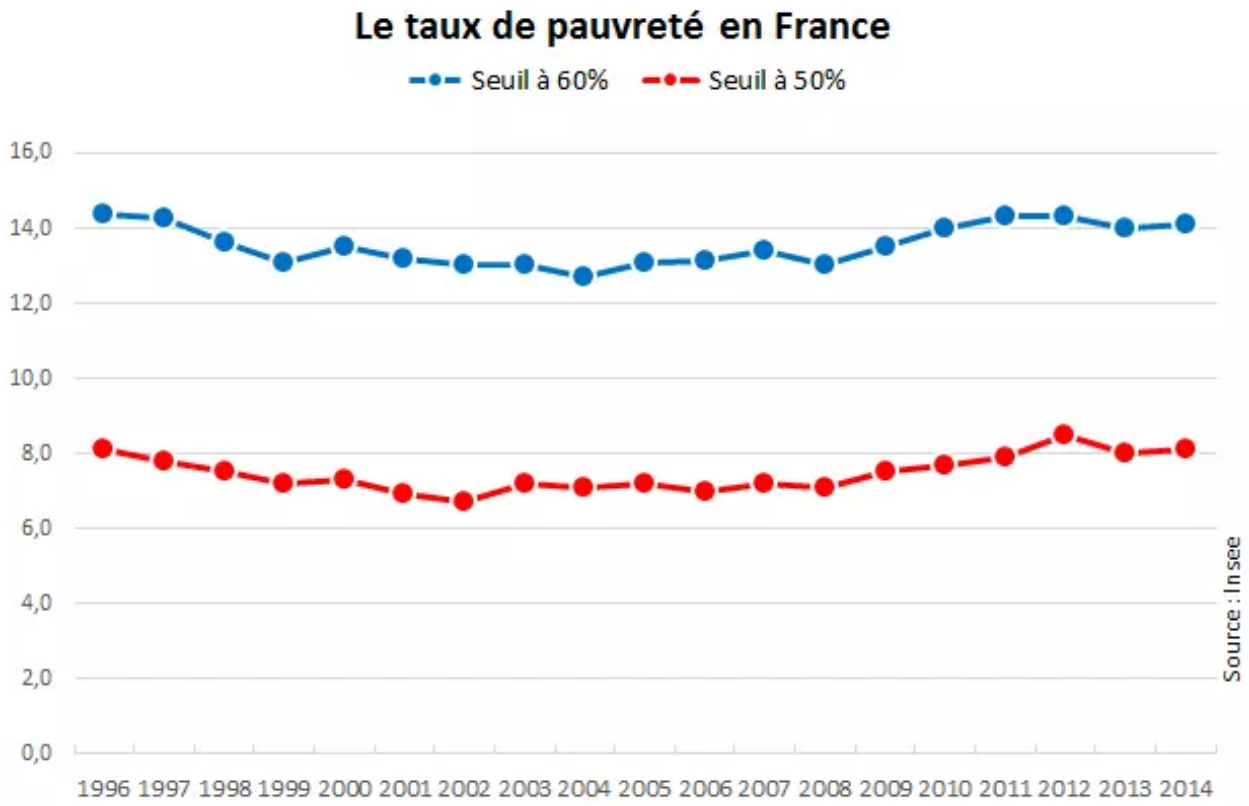
Voilà pourquoi les médias nous chiffrent une pauvreté à 50 % du salaire médian, qui est beaucoup plus avantageux pour le pouvoir et le système capitaliste.

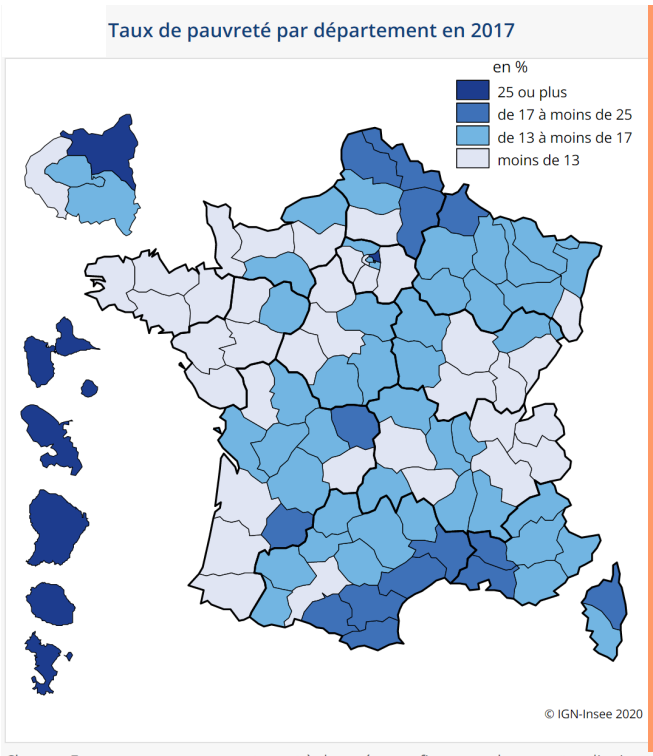
Ce salaire médian n'a quasiment jamais été employé par les médias. Ces derniers utilisent uniquement le salaire moyen qui est bien plus flatteur et valorisant pour nos exploiteurs. En effet 70 % de la population salariée a un salaire inférieur à ce salaire moyen, la classe moyenne supérieure monopolisant une très grande partie des revenus globaux.

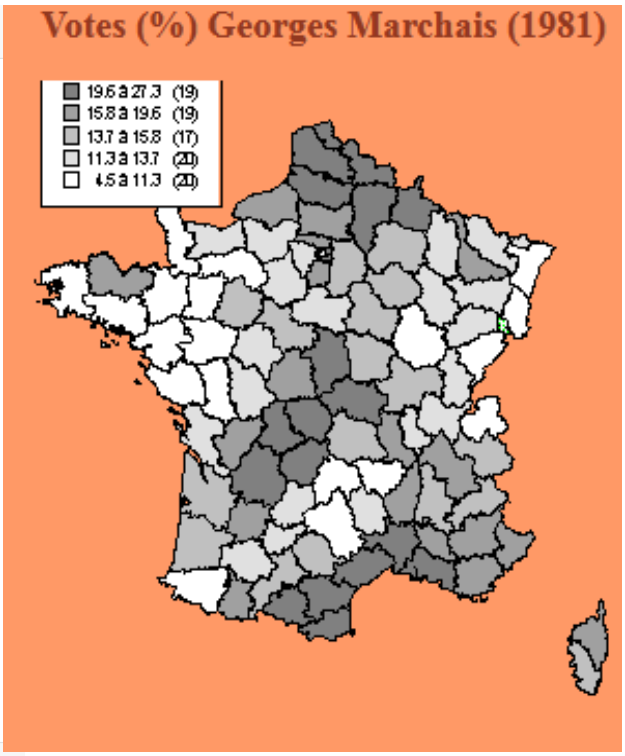
Les prochains chiffres officiels du nombre de pauvres en France pour l'année 2020 seront publiés en ...2022 probablement après les élections. Cela n'étonnera personne ! L'utilisation de la pandémie de la COVID 19 par les capitalistes et le gouvernement a certainement dû aggraver ces chiffres. Il ne faudrait pas qu'ils viennent remettre en cause le bilan présenté par le candidat président. D'ailleurs, le gouvernement, pour être sûr que le bilan ne pourra pas être fait, a supprimé en 2019 l'Observatoire national de la pauvreté.

Ainsi, les derniers chiffres publiés sont ceux de 2018. Le nombre de pauvres de la population se situe à 14,8 % c'est-à-dire 9 800 000 êtres humains. Ils survivent difficilement avec moins de 1 063 euros net par mois...une vraie misère. (Fig.9)

Fig.9







Champ : France, personnes appartenant à des ménages fiscaux en logement ordinaire dont le revenu disponible est positif ou nul.

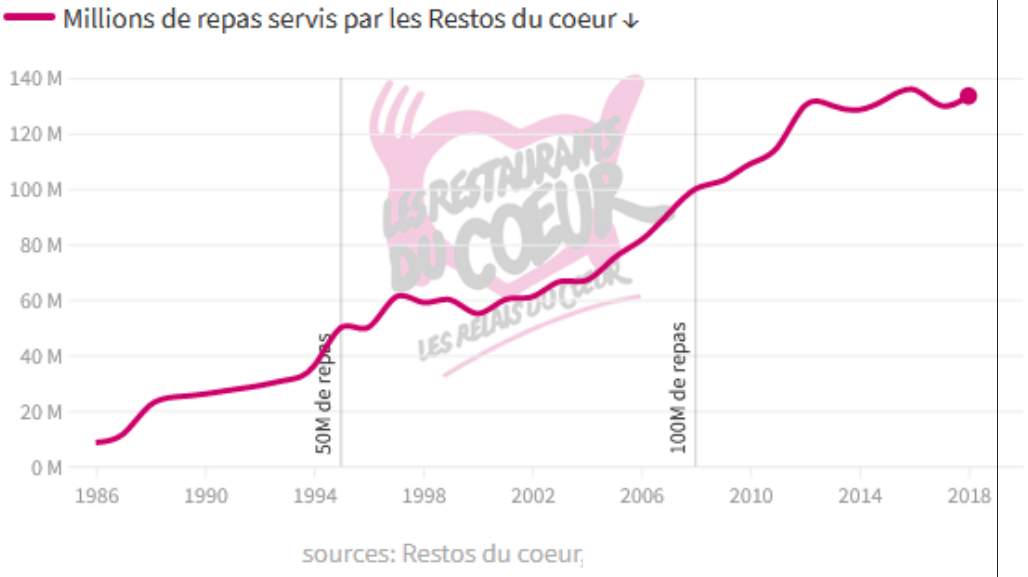
Sources : Insee-DGFiP-Cnaf-Cnav-CCMSA, Fichier localisé social et fiscal (Filosofi) 2017 ; Guadeloupe, Guyane et Mayotte : Insee, Budget de famille 2017.

Il existe une grande disparité régionale. La région Nord-Pas de Calais et le pourtour méditerranéen hors Var et Alpes maritimes.

On verra plus loin comment corréler cette carte avec les résultats des partis fascistes.

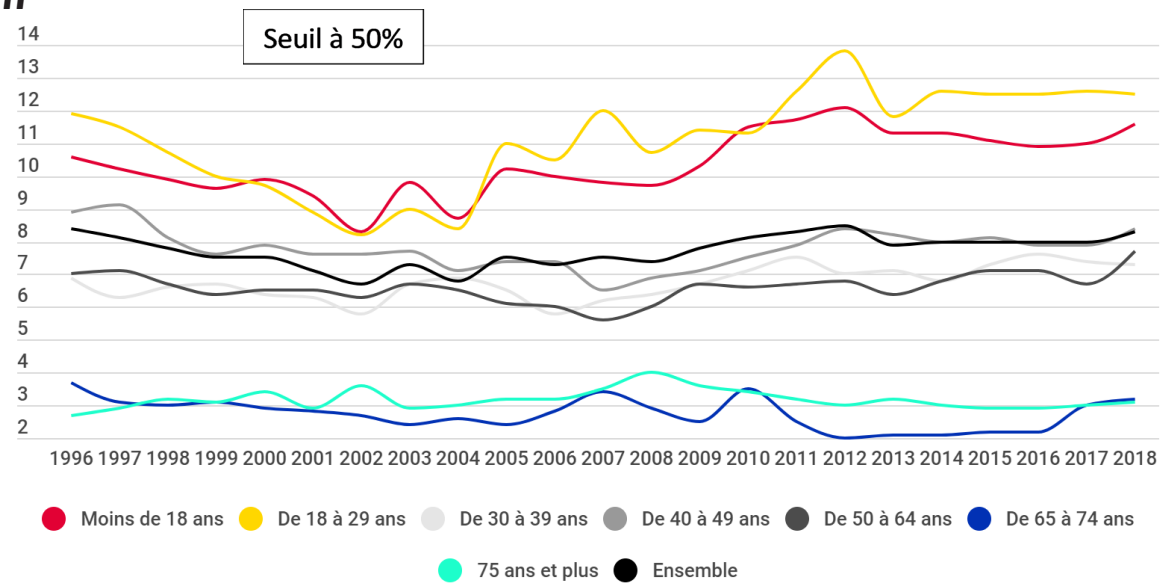
Fig.10

Le nombre de repas servis par les Restos du coeur ne cesse d'augmenter



Un autre regard sur l'augmentation de la pauvreté figure dans l'évolution du nombre de repas servis par les seuls Restaurants du Cœur, (Fig.10) sachant que toutes les organisations caritatives font le même constat. Pour compléter la courbe, en 2020, 142 millions de repas ont été servis...

Fig.11



On constate aussi que les jeunes deviennent de plus en plus pauvres en lien avec la précarité de l'emploi (CDD, stage, temps partiel imposé...) et la faiblesse des salaires.(Fig 11)

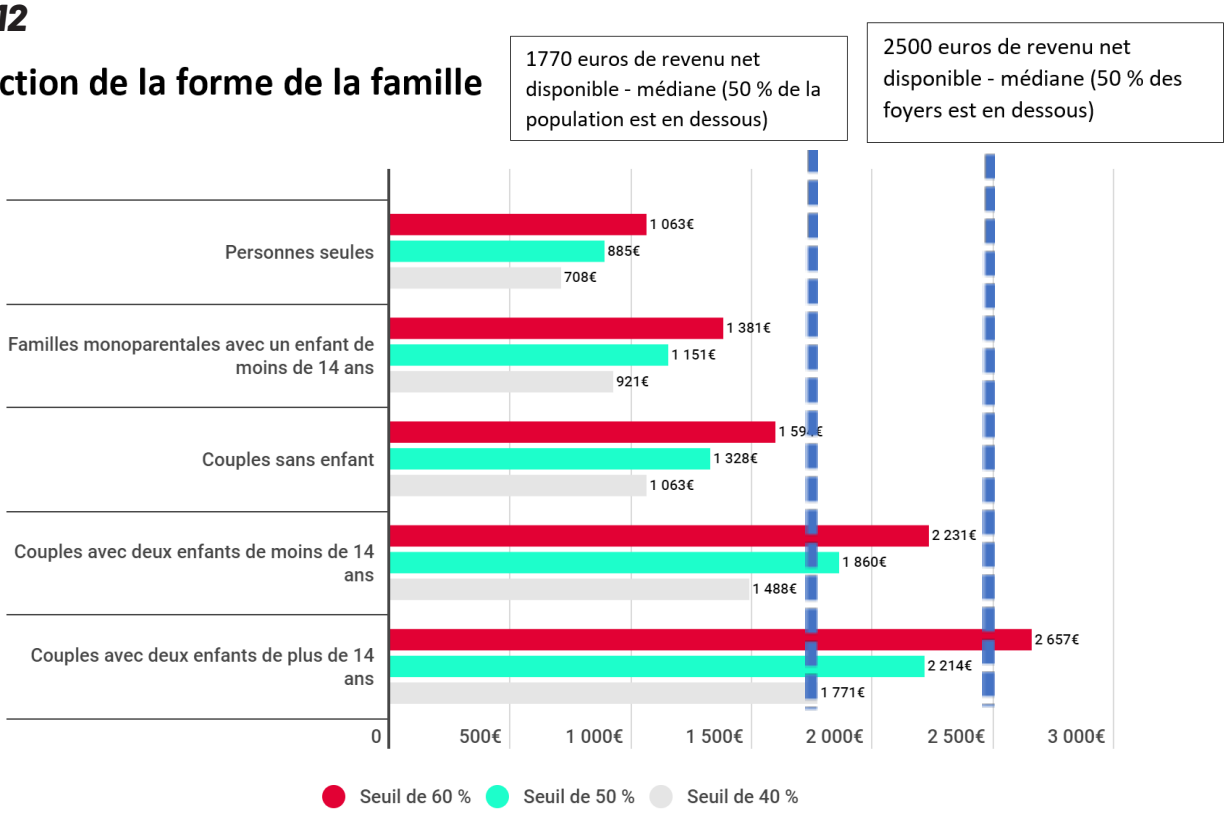
Alors que cette population est censée représenter l'avenir d'un pays, la jeunesse est sacrifiée violemment par le système économique.

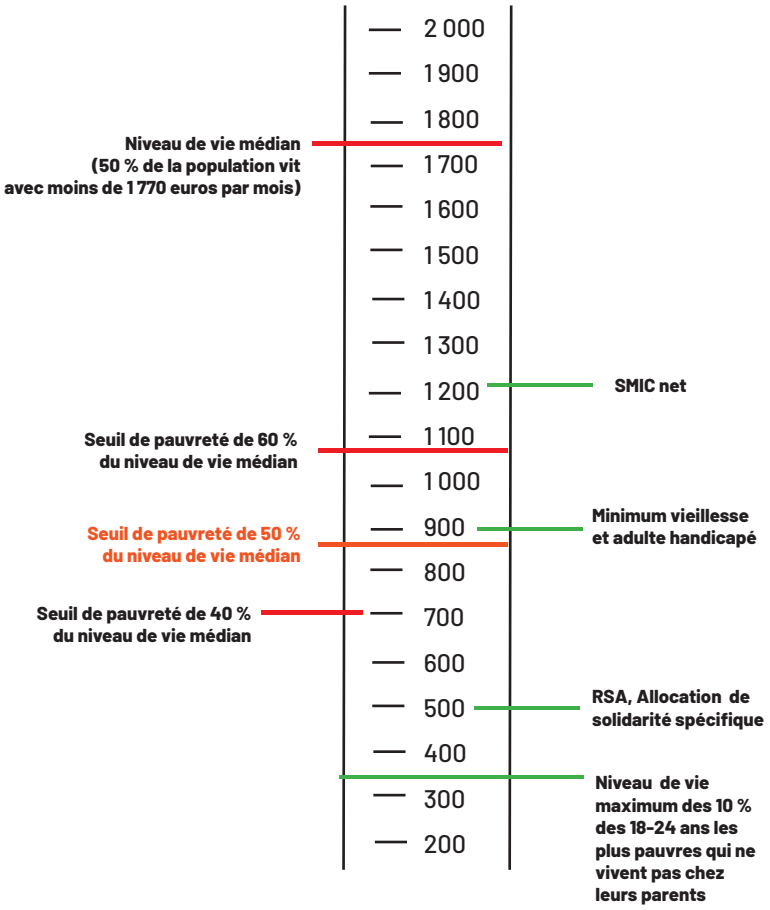
Ce sont, bien sûr, les jeunes sans grande qualification qui constituent la masse de ces pauvres, les emplois non qualifiés ayant été délocalisés essentiellement en Asie par les grands groupes capitalistes.
Les courbes qui figurent ci-dessous sont avec un taux de pauvreté à 50 % du salaire médian. Si on prend un taux à 60 %, de 13 % on passe à...22 %.

Près du quart de nos jeunes sont pauvres...

50 % DE LA POPULATION FRANÇAISE VIT AVEC MOINS DE 1 770 EUROS PAR MOIS.

Fig.12





Sources : Insee et organismes de protection sociale-Données 2 018 pour les niveaux de vie et les seuils de pauvreté sauf le niveau de vie maximum des 10 % des jeunes les plus pauvres qui ne vivent pas chez leurs parents (donnée 2 014). Données 2 020 pour le Smic et les minimas sociaux.

Les Français sondés par l'Observatoire National de la Pauvreté et de l'Exclusion Sociale sur le nécessaire revenu pour que leur foyer vive décemment/correctement se place en 2018 à :

- 1 424 euros pour un individu seul, soit 17 000 euros annuel.
- Autour de 2 000 euros pour un couple sans enfant, soit 24 000 euros annuels.
- 3 284 euros pour une famille d'actifs avec deux enfants soit 39 400 annuels

Cela représente le reste à vivre net après avoir payé les impôts…et avant de payer son loyer/traites, électricité/gaz, nourriture, loisir…etc…

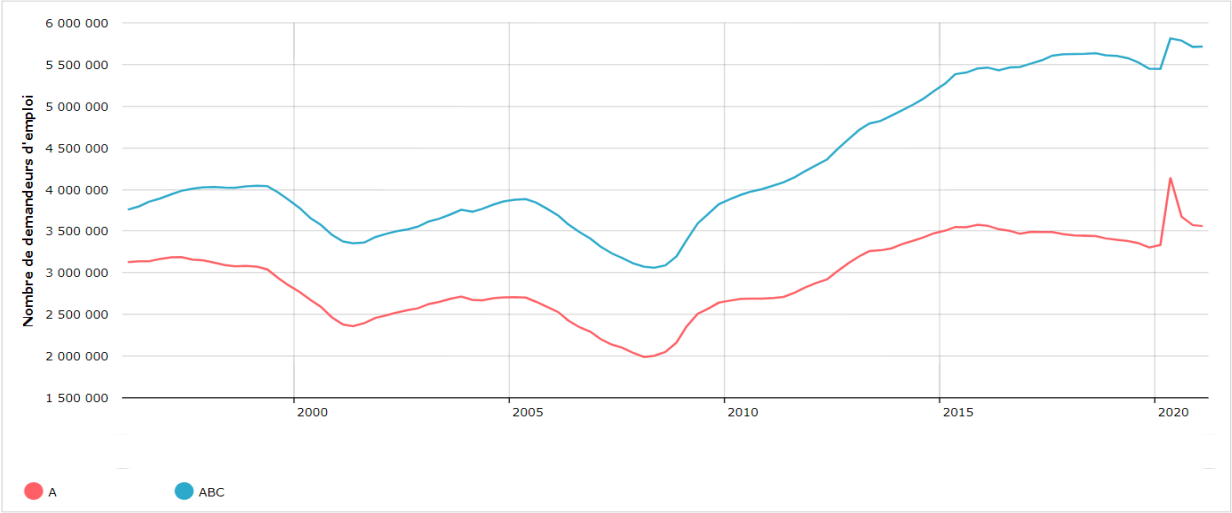
En regardant les statistiques de l'Insee sur ce reste à vivre et sa répartition, on voit qu'en 2018, 18 % des foyers sont en dessous de ce seuil pour un individu seul, 35 % pour un couple sans enfant et 65 % pour un couple avec deux enfants (autant dire la grande majorité de la population de notre pays).

L'enjeu de l'emploi et des salaires est donc fondamental.

L'ENJEU DE L'EMPLOI ET DES SALAIRES EST DONC FONDAMENTAL.»

5. Le chômage dans notre pays

Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, Catégorie A, ABC - France métropolitaine
Du 1er trimestre 1996 au 1er trimestre 2021



S'il est un autre chiffre largement manipulé c'est bien le taux de chômage.

Sur le site de l'INSEE le taux de chômage affiché sur la première page est de 8 %.

Qu'en est-t-il ?

Toutes les données sont issues : soit de l'INSEE, soit du Ministère de la fonction publique, soit de Pôle Emploi pour l'année 2018.

- La population française : 66,891 millions en 2018.
- Population dite active (15 à 64 ans) : 29,360 millions.
- Nombre d'étudiants et de lycéens : 5,1 millions,

ce qui ne fait plus que 24,26 millions de salariés potentiels.

- Population active non salariée : 3 millions

(patrons, commerçants, auto-entrepreneurs, profession libérale), soit 21,26 millions de salariés potentiels.

- Fonction publique d'Etat : 2,5 millions.
- Fonction publique territoriale : 1,9 million.
- Fonction publique hospitalière : 1,2 million.
- Soit 5,6 millions de fonctionnaires qui ne peuvent

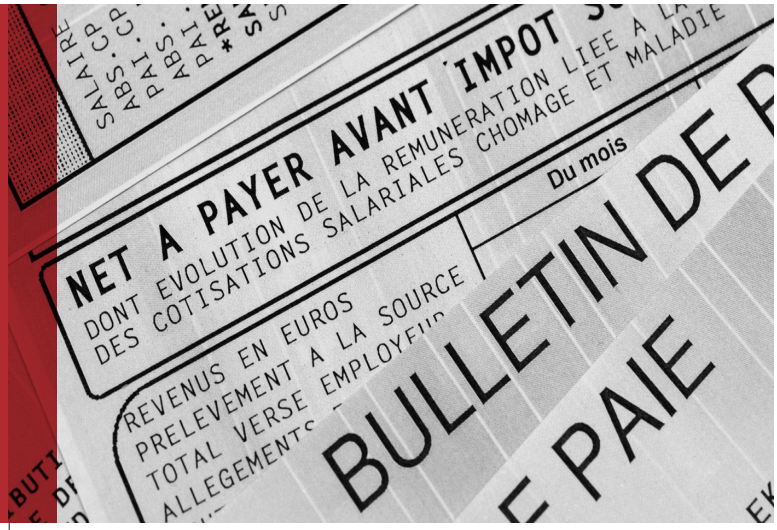
être au chômage. Ils sont donc à enlever des 21,26 millions de salariés potentiels.

Ce qui fait 15,66 millions de salariés disponibles pour les entreprises privées.

Si l'on reprend les chiffres : 8 % de 15,66 millions de travailleurs du privé potentiels représentent 1,252 million de chômeurs; pourtant Pôle Emploi affiche 3,5 millions de chômeurs en catégorie A. D'où vient cet écart ? Du mode de calcul choisi. Donc, si l'on prend 3,5 millions de chômeurs divisés par 15,66 millions de travailleurs potentiels multiplié par 100, on obtient 22,35 % de chômeurs.
22,35 % à comparer aux 8 % affichés par l'Etat, il y a de quoi s'interroger !!

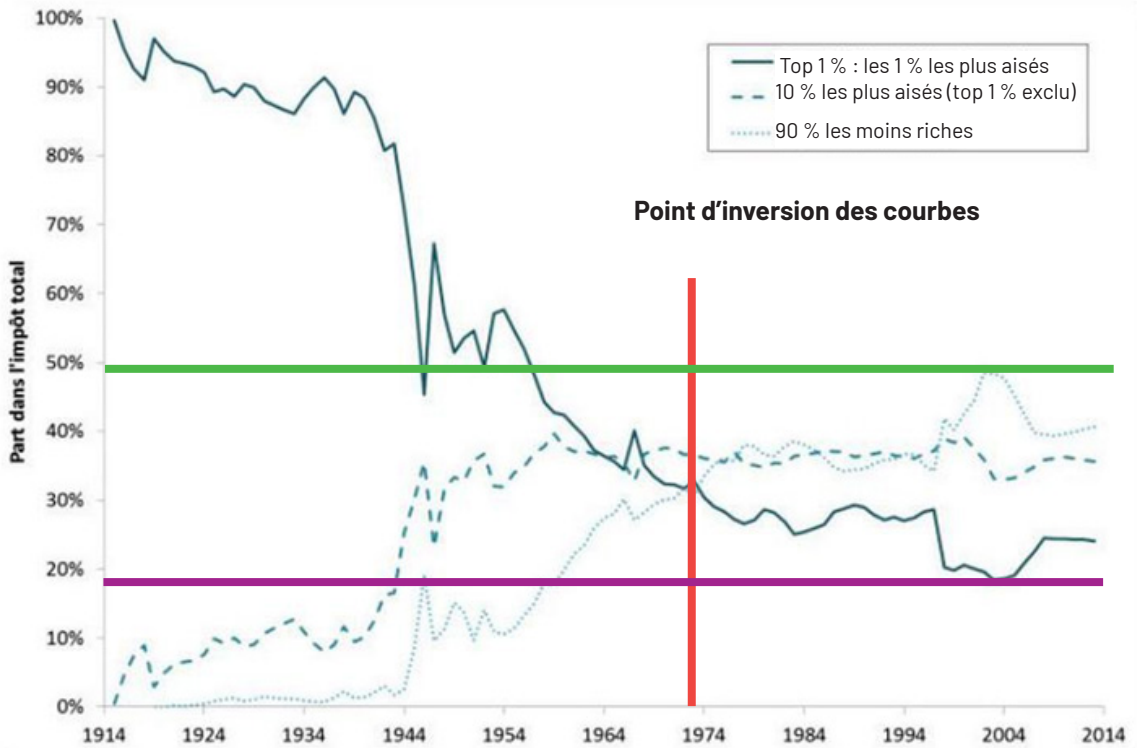
Un salarié du privé sur quatre environ est sans emploi en France. Le nombre de chômeurs en catégories ABC est de 6 millions selon Pôle-Emploi. Ces 6 millions de personnes en chômage total ou partiel représentent 30 % de la population active (comprenant les fonctionnaires, civils et militaires, les professions libérales, les commerçants, les employeurs, les étudiants et les lycéens) alors que tous ne sont pas susceptibles d'être en situation de chômage.
Mais si l'on se base sur 6 millions de personnes en chômage total ou partiel par rapport aux seuls bénéficiaires soit 15,66 millions on obtient 38,31 % de chômage en France : soit largement plus de 1/3 des salariés du privé en difficulté avec l'emploi.
Et même s'il n'existe pas de statistiques on peut estimer qu'un salarié du secteur privé sur deux a été confronté à un moment de sa vie à une ou plusieurs périodes de chômage avec son cortège de doutes, d'angoisses, de privations lourdes...c'est énorme !
Ce qui explique que la première priorité des salariés soit le chômage, et la seconde, bien sûr, porte sur les salaires.

6. Les salaires versus le reste à vivre : L'appauvrissement de notre population



QUI PAYE L'IMPÔT SUR LE REVENU ? EVOLUTION SUR UN SIÈCLE

Fig.13



Source : Données entre 1915 et 1998 tirées de Piketty (2001). Modèle TAXIPP pour la période 1998-2014.

En un siècle le 1 % des plus riches a vu sa contribution diminuer d'environ 80 % et les 90 % les plus pauvres ont vu leur contribution atteindre les 50 % de l'impôt sur le revenu. Quand dans le même temps les 10 % les plus aisés ont vu leur contribution se stabiliser autour de 30 %.

Ce qui intéresse les salariés c'est avant tout l'argent réellement disponible pour vivre, se loger, se chauffer, s'habiller, se déplacer, se nourrir, se cultiver, se soigner (mutuelle)...

Le revenu disponible calculé par l'INSEE, correspond à cet objectif :
il comprend les revenus d'activité, les revenus du patrimoine, les prestations sociales, les pensions moins les impôts directs – Impôt sur le Revenu (IR), taxe d'habitation, Contribution Sociale Généralisée (CSG), Contribution à la Réduction de la Dette Sociale (CRDS).

En effet, si le salaire est une part très majoritaire des revenus pour les salariés, il n'en reste pas moins que la CSG et la CRDS, qui touchent TOUS les salariés amputent année après année le revenu disponible.

La figure ci-dessous montre l'évolution sur 22 ans de ce revenu disponible.

Si on remonte dans le temps (1996) ce revenu disponible ou «reste à vivre» a commencé à décroître à partir de 1998 pour les 60 % des ménages français les plus pauvres (P10 à P60), dès 2001 pour les 30 % des ménages les plus aisés (P70, P80 et P90). On constate même pour les 5 % les plus aisés (P95) une baisse mais à partir de 2011. Seul le 1 % des plus riches voit ses revenus exploser.

Sur cette même figure la zone en grisé représente la perte en masse du revenu disponible.

En niveau pour les 50 % des Français c'est une perte d'au moins 45 % depuis 1996. Pour revenir au niveau de vie de 1996, il faudrait augmenter les revenus de 45 %...

NB : pour comprendre ce diagramme, l'INSEE prend l'ensemble des déclarations de revenus des foyers. Il calcule ensuite un revenu disponible pour chaque foyer.

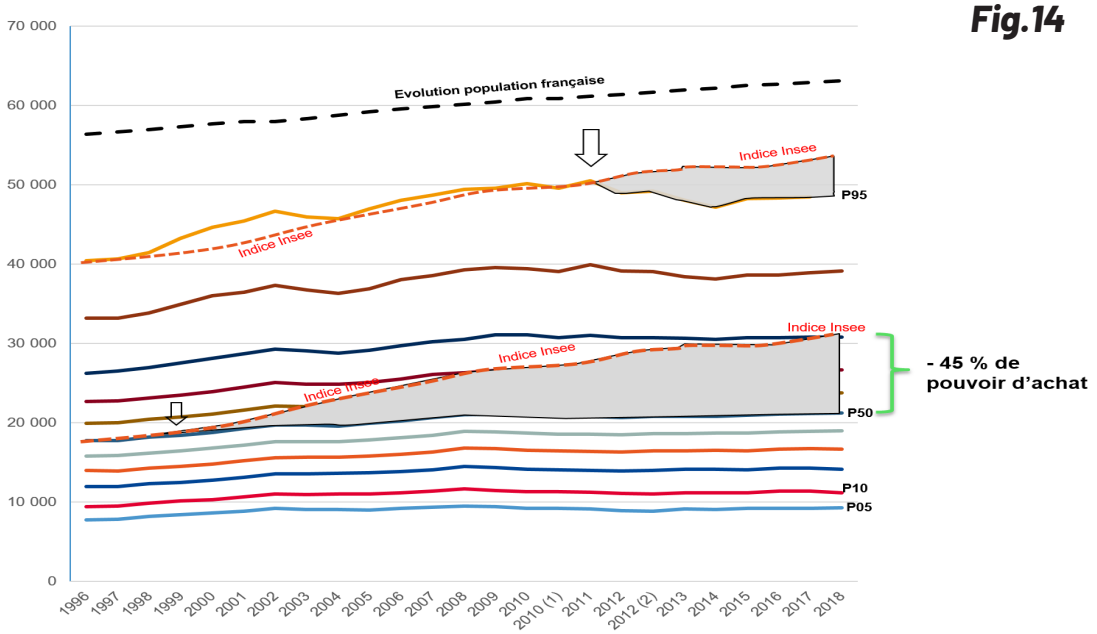
Le revenu disponible est le revenu à la disposition du ménage pour consommer et épargner. Il comprend les revenus d'activité net des cotisations sociales, les indemnités de chômage, les retraites et pensions, les revenus du patrimoine (fonciers et financiers) et les autres prestations sociales perçues, net des impôts directs. Ces derniers incluent l'impôt sur le revenu, la taxe d'habitation, la contribution sociale généralisée – CSG –, contribution à la réduction de la dette sociale – CRDS – et les prélèvements sociaux sur les revenus du patrimoine.

L'organisme les repartit en 10 classes d'égale valeur (par exemple si 50 millions de déclarations, chaque décile représente une part de 5 millions).

Cette répartition permet d'affiner l'analyse, ce que la moyenne utilisée par les médias ne fait pas du tout. Cette dernière écrase tout.

EVOLUTION REVENU DISPONIBLE PAR INDIVIDU

Fig.14

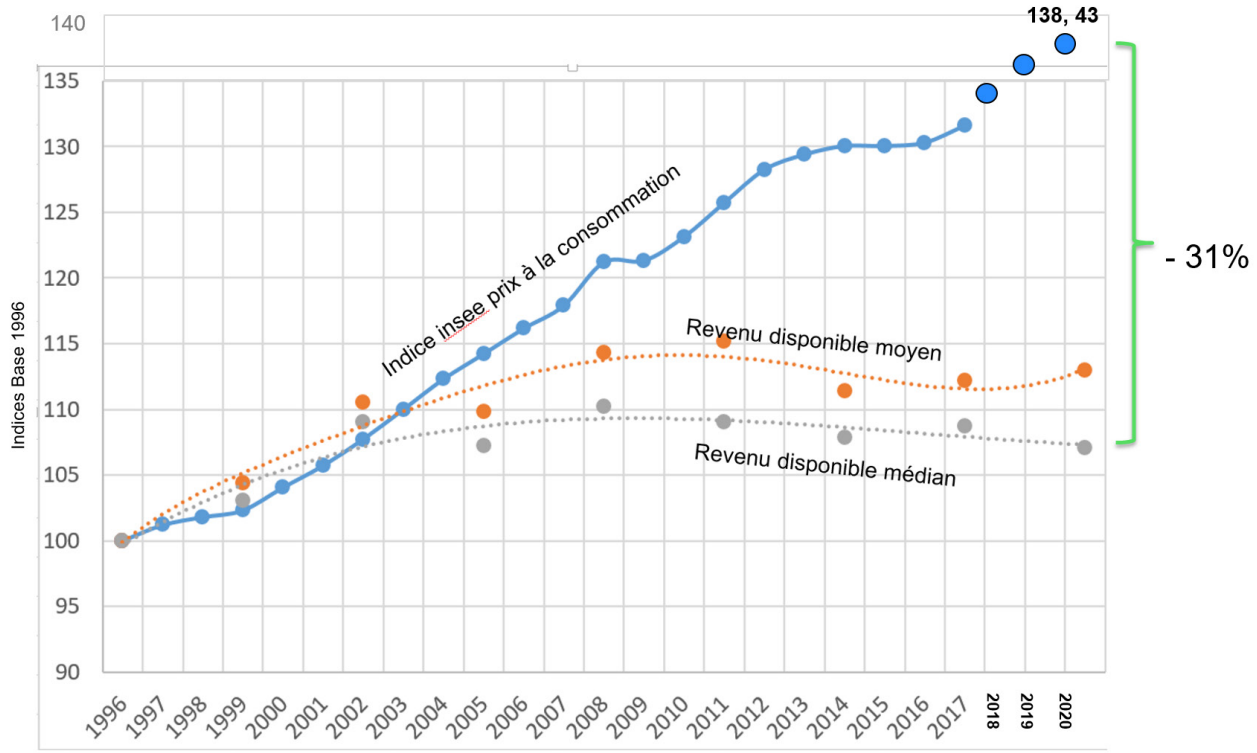


En considérant les déclarations des ménages français, 50 % des ménages, mais 70 % de la population, vit avec moins de 2 500 euros net par mois. 35 % des familles de quatre enfants et plus vivent sous le seuil de pauvreté. L'évolution depuis 1996 confirme bien la baisse en masse des revenus de 90% des ménages. Par le principe des vases communicants les masses perdues sont venues enrichir les 10 % des ménages les plus riches.

En tenant compte de l'inflation et du revenu disponible des ménages moyens et médians, les courbes montrent nettement une baisse significative du revenu disponible. Elle s'élève pour la moitié des Français à 31 %. (Fig. 15)

Fig.15

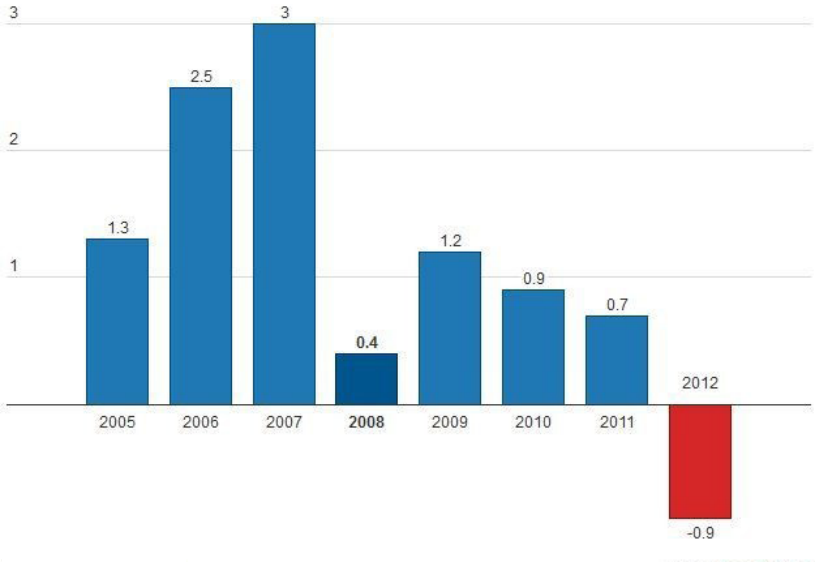
Evolution revenu disponible des ménages depuis 1996



Tous les chiffres le démontrent : la population de notre pays s'appauvrit inexorablement. Mais l'INSEE distille un autre discours. Elle arrive à affirmer que le pouvoir d'achat augmente depuis des années (Fig.16). On parle donc de ressenti des Français et les médias, rappelons-le, à la solde de quelques milliardaires, s'en amusent voire s'en moquent méchamment.

Si l'on regarde comment est calculée cette évolution, on s'aperçoit vite de la supercherie.

Evolution du pouvoir d'achat des ménages (en %) ***Fig.16***



Source : INSEE

En effet l'INSEE calcule une formule globale qui correspond au pouvoir d'achat du revenu total des ménages résidant sur le territoire français et qui est la suivante :

Masse des salaires brut perçus
+
Masse des prestations sociales versées (allocations familiales, pensions de retraite, allocations chômage, etc.)
+
Masse des bénéfices engendrés par une activité indépendante
+
Revenus des patrimoines et épargne
–
Cotisations sociales
–
Taxes et impôts directs (impôt sur le revenu, taxe d'habitation, etc.)

On voit tout de suite que les revenus du patrimoine et de l'épargne sont affectés d'office aux Français alors que, par exemple, sur 56 millions de livrets A actifs, 35 millions (soit 65 %) ont moins de 1 500 euros sur leur compte. Seuls 2,3 % des livrets A étaient crédités d'un solde supérieur au plafond, un peu plus de 22 000 euros). Cela tire la moyenne fortement vers le haut. La moyenne détenue par chacun des livrets A est de 5 100 euros. C'est dire la dispersion de richesse.

On affecte aussi au 45 % de Français qui sont en location des revenus du patrimoine qu'ils ne peuvent avoir.

Les revenus du patrimoine pèsent très lourd. Les dividendes perçus sont aussi appliqués en moyenne à toute la population et surtout à ceux qui ne disposent pas de portefeuille d'actions (et ils sont très nombreux).

Donc l'analyse macroéconomique que produit l'INSEE n'a aucun sens pour le peuple et surtout les salariés. La grande masse de notre peuple s'appauvrit mais une minorité corrélativement s'enrichit... Si le pouvoir d'achat des ménages augmente c'est uniquement dû à l'extrême enrichissement de quelques-uns.

Mais c'est cela que les économistes considèrent pour orienter les politiques capitalistes. Mais ils ne peuvent ignorer l'augmentation de la misère et la paupérisation de notre peuple...C'est donc pour cela qu'il faut absolument la cacher.

« La grande masse de notre peuple s'appauvrit mais une minorité corrélativement s'enrichit... Si le pouvoir d'achat des ménages augmente, c'est uniquement dû à l'extrême enrichissement de quelques-uns.

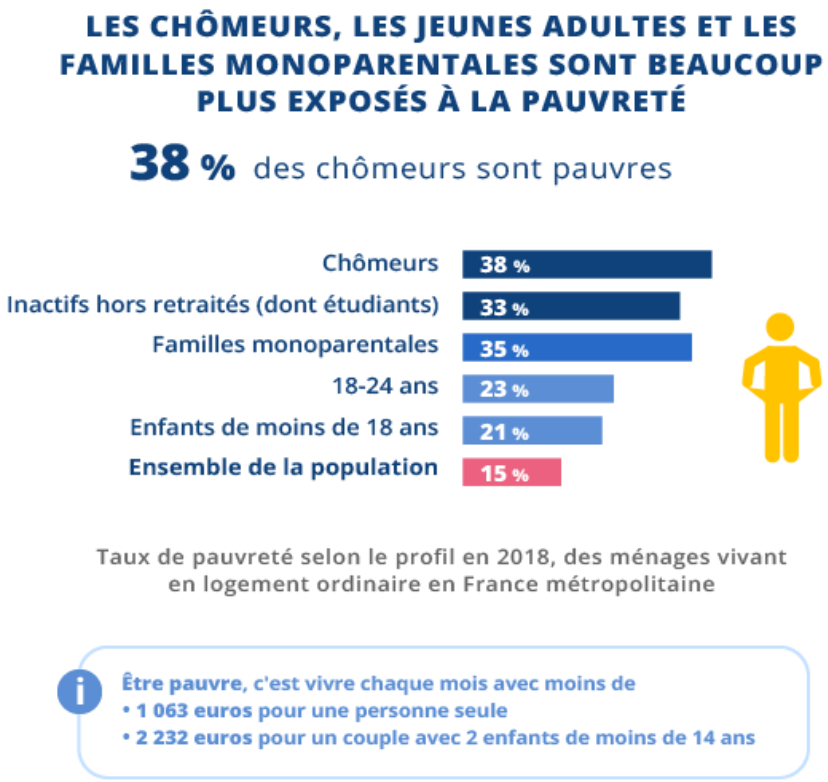
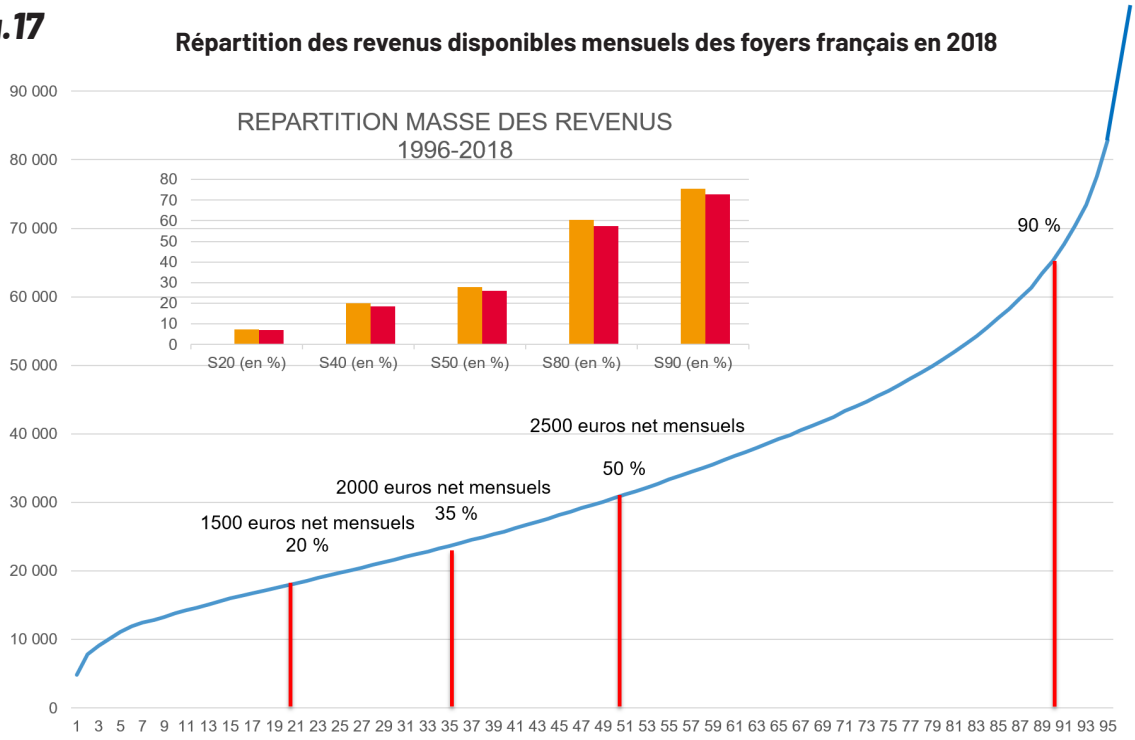


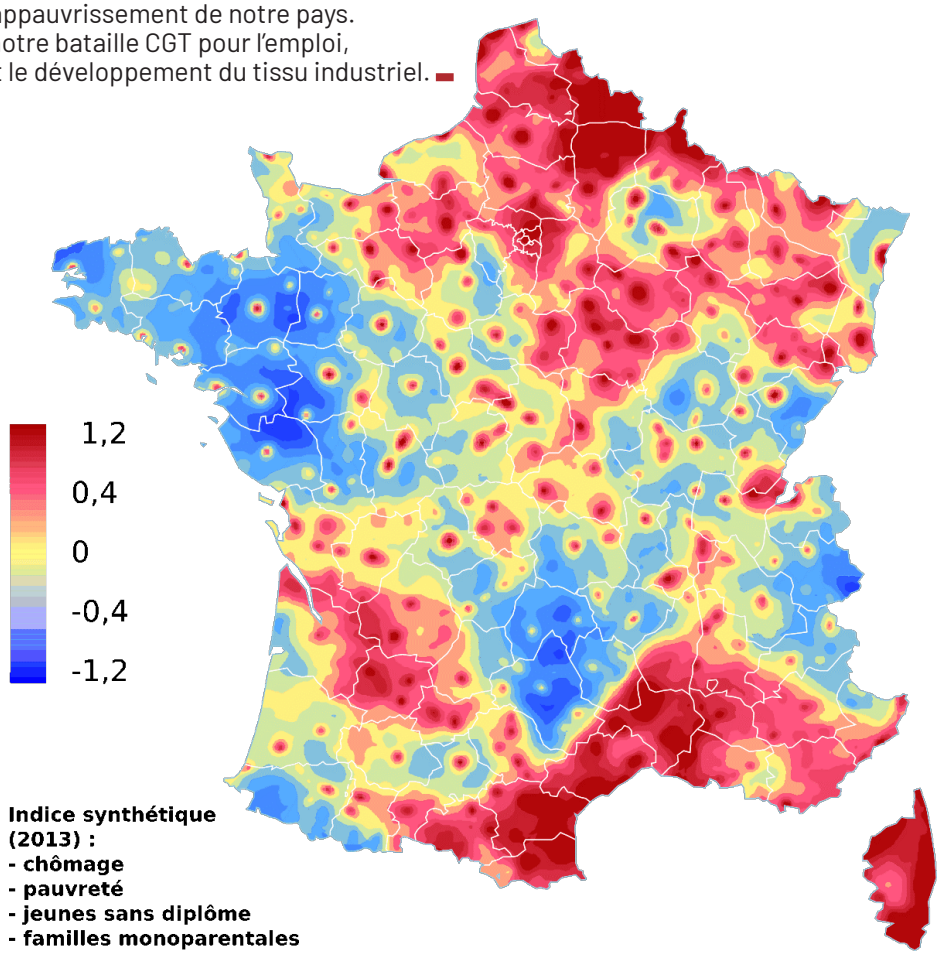
Fig.17

Répartition des revenus disponibles mensuels des foyers français en 2018



Il existe une disparité géographique de la pauvreté en France. Il y a un lien entre cette dernière et les régions anciennement fortement industrielles. Le déclin de l'industrie française est bien la raison majeure de l'appauvrissement de notre pays. Cela justifie notre bataille CGT pour l'emploi, le maintien et le développement du tissu industriel.

Fig.18



7. L'indice des prix : plus fort pour les pauvres

L'indice national de l'Insee concernant l'évolution des prix, ne veut plus rien dire depuis des années, tant les dispersions selon les territoires et les revenus sont considérables.

Il est donc extrêmement regrettable que la CGT ait abandonné son propre indice qui avait l'avantage majeur de coller à la grande masse des travailleurs de ce pays.

En effet, l'indice de L'INSEE est calculé de la façon suivante :

- Une liste de plus de 10 000 produits sont suivis sur tout le territoire. Une moyenne nationale par produit est effectuée. Premier biais.

- Ces produits sont ensuite regroupés dans des cases qui correspondent peu ou prou aux différents postes qu'un salarié a dans son budget. Chaque boîte a donc son propre indice et sa propre évolution. Deuxième biais car nombre de « boîte » sont inconnues de beaucoup de Français.

- Pour calculer enfin l'indice national, l'INSEE va affecter un poids (un pourcentage) à chaque boîte, pourcentage qui va donner par exemple 7 % pour la part que payent les Français pour le loyer. Sauf que ce pourcentage inclut locataires et propriétaires, Une aberration sachant que 50 % des Français sont locataires et que le loyer représente souvent plus de 35 % du revenu disponible.

- L'INSEE affecte un pourcentage pour les loisirs, les restaurants avec des taux de l'ordre de 6-7 %... combien de Français vont régulièrement au restaurant ou au théatre ??

Quelle est la part du loyer dans l'indice des prix à la consommation ?

La part des loyers dans l'indice de prix est de 7 %. Cela représente actuellement la part de ces dépenses dans l'ensemble de la consommation des ménages. Il s'agit d'un taux moyen, calculé pour l'ensemble des ménages, qu'ils soient locataires ou propriétaires.

De fait, les loyers pèsent beaucoup plus lourdement dans le budget des ménages locataires. Chacun peut calculer un indice de prix prenant en compte le poids réel des loyers dans son budget en utilisant le ***simulateur d'indice des prix personnalisé***.

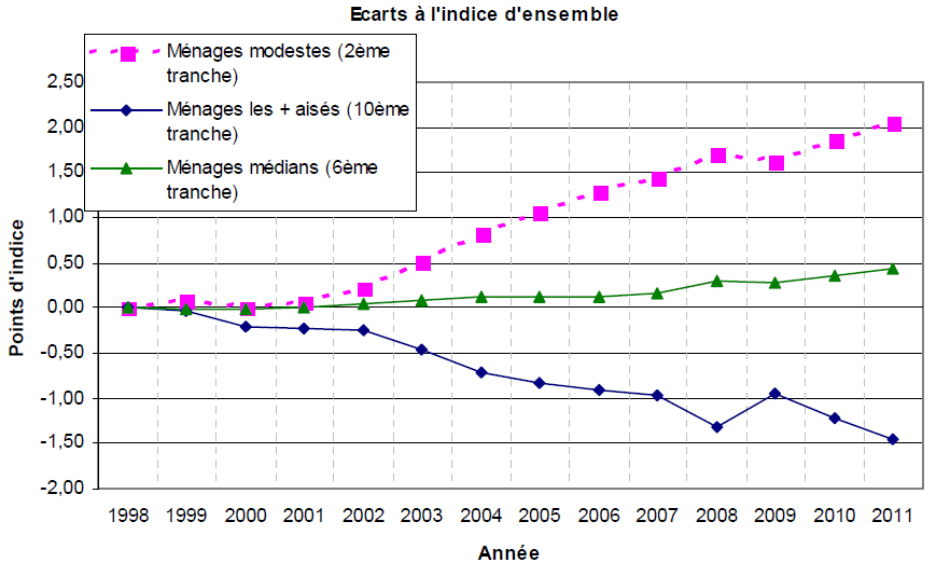
https://www.insee.fr/fr/statistiques/2418131

Devant la grogne bien compréhensible de notre peuple, l'organisme développe, depuis 2012, sur son site un calculateur qui permet de calculer son propre indice INSEE des prix à la consommation en jouant sur les poids (pourcentages) donnés aux différents postes.(Fig.20)

En 2012 l'INSEE reconnaissait (cela a été effacé depuis) que l'indice était bien plus fort pour les classes populaires que pour les classes plus aisées. On voit sur la figure ci-dessous (Fig.19) que, même pour les ménages au-dessus du revenu médian, l'indice est légèrement plus fort. Les seuls qui ont un indice favorable constituent les 40 % des ménages les plus aisés.

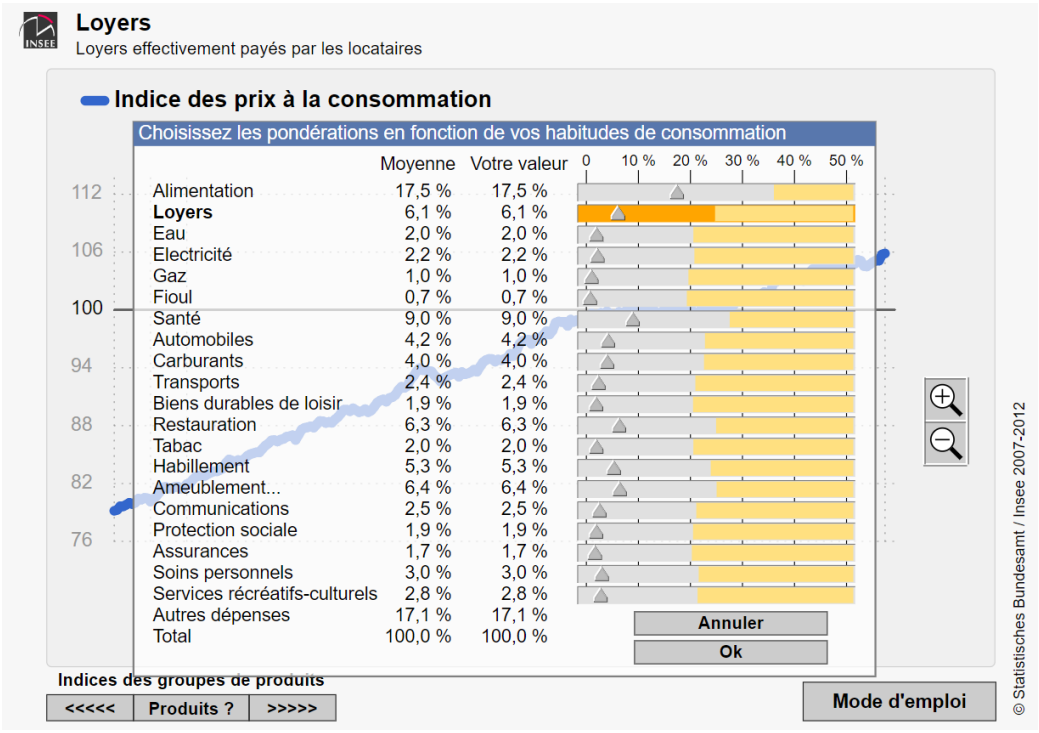
Fig.19

Évolution des écarts entre les indices de prix catégoriels et l'indice de prix d'ensemble (tous indices considérés en moyennes annuelles)
NB : On trace les courbes des deux catégories qui s'écartent le plus de la moyenne, ainsi que la courbe des ménages dont le revenu est juste au-dessus du revenu médian (6e tranche).



Insee - Le simulateur d'indice des prix

Fig.20



8. Les aides à l'emploi : un pillage sciemment organisé

Les aides à l'emploi (sic) représentent, d'après l'aveu du ministère de l'économie, au moins 140 milliards d'euros annuels. L'ensemble des aides de l'Etat, des collectivités territoriales représente probablement près de 200 milliards d'euros par an. Pour mesurer l'énormité de cette somme, il faut la comparer au budget annuel de l'Etat, qui est de 241,5 milliards d'euros en 2018, 250 milliards d'euros en 2020.

Ces cadeaux au Capital plombent année après année la dette du pays, qui se chiffre à 2 750 milliards d'euros.

Largesse fiscale, réduction des taxes, baisse de l'impôt sur les sociétés, abattement sur les cotisations sociales, CICE, don de terrain, prêt sans intérêts... Une multitude de dispositifs a été mise en place par les gouvernements successifs depuis plus de 40 ans. Le parti socialiste s'est autant illustré que la droite.

Ces aides ne sont pas conditionnées à obligation de résultat, ce qui caractérise donc ces aides comme une aide indirecte aux bénéfices des entreprises, ou plutôt comme un pillage officiel des ressources créées par les salariés de notre pays.

Ces 200 milliards perdus chaque année sont sans résultat sur le chômage. C'est même le contraire. Imaginons un seul instant si ces 200 milliards étaient utilisés directement par l'Etat et les collectivités territoriales pour créer des emplois bien rémunérés.

En effet, sur la base de 2 000 euros net par mois, soit 2 800 euros de salaire socialisé, ce qui représente 34 000 euros de salaire annuel, l'Etat, les collectivités territoriales et les sociétés privées, pourraient ainsi créer...

5 900 000 emplois,

plutôt que de gaver les actionnaires et le Capital.

Il faut donc porter l'exigence de l'arrêt de ces aides et s'attaquer au chômage de masse. C'est une question de volonté politique.

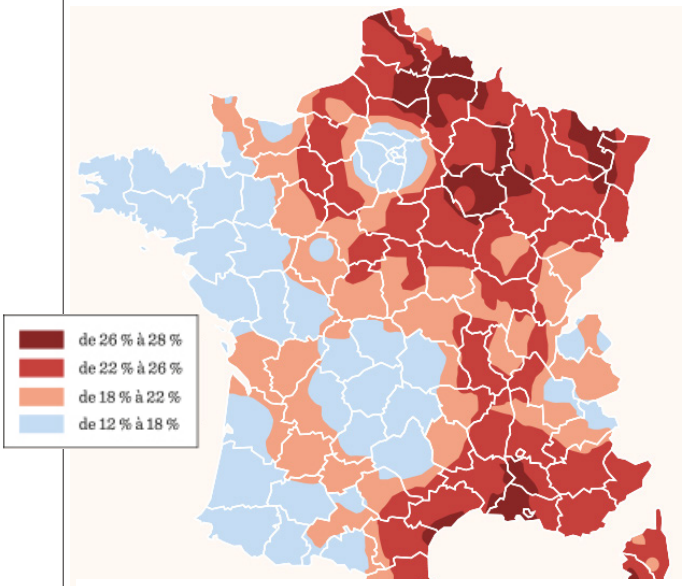
9. La pauvreté terreau du fascisme

Le discours ambiant des médias, à la solde du Grand Capital, assène que ce sont les classes populaires qui votent fasciste.

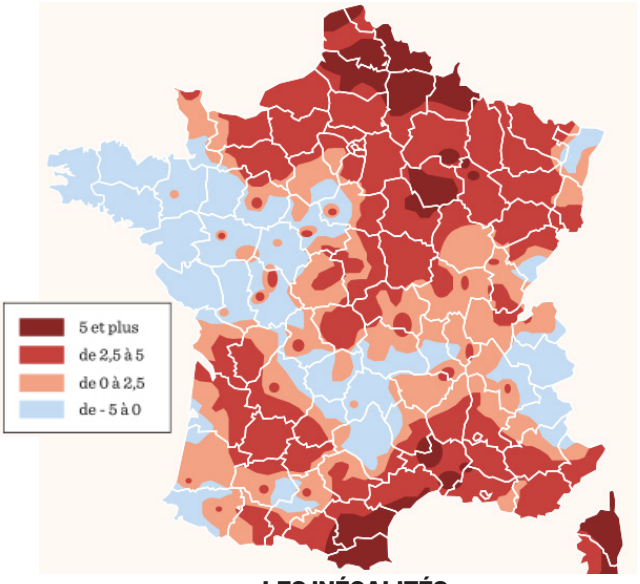
Il est vrai qu'il y a un lien entre la présence de l'extrême pauvreté, son fort taux et l'importance du Rassemblement National (anciennement Front National).
De là à expliquer que ce sont les classes populaires qui votent fasciste, c'est ce que les médias et le RN lui-même ont distillé insidieusement dans les pensées avec une propagande savamment organisée.

Qu'en est-t-il ?

LE TYPE DE CARTE QUI EST UTILISÉE POUR DIRE QUE LE VOTE FASCISTE PROVIENT DES PAUVRES



LE VOTE FN
Pourcentage de suffrages exprimés en faveur de Marine Le Pen au 1er tour de l'élection présidentielle de 2012



LES INÉGALITÉS
Indice synthétique composé à partir des critères cartographiés ci-dessus (sauf l'imigration)

A première vue, il y a un lien clair entre vote fasciste et taux de pauvreté. Si on en reste là, la messe est dite.
Mais si on considère le vote de droite lors de la réélection de N. Sarkozy en 2014, on constate qu'il existe aussi une belle corrélation entre le vote à droite et le vote extrême droite. On peut alors facilement dire que les pauvres votent à droite.
Ou que les gens de droite votent fasciste.

Fig.22

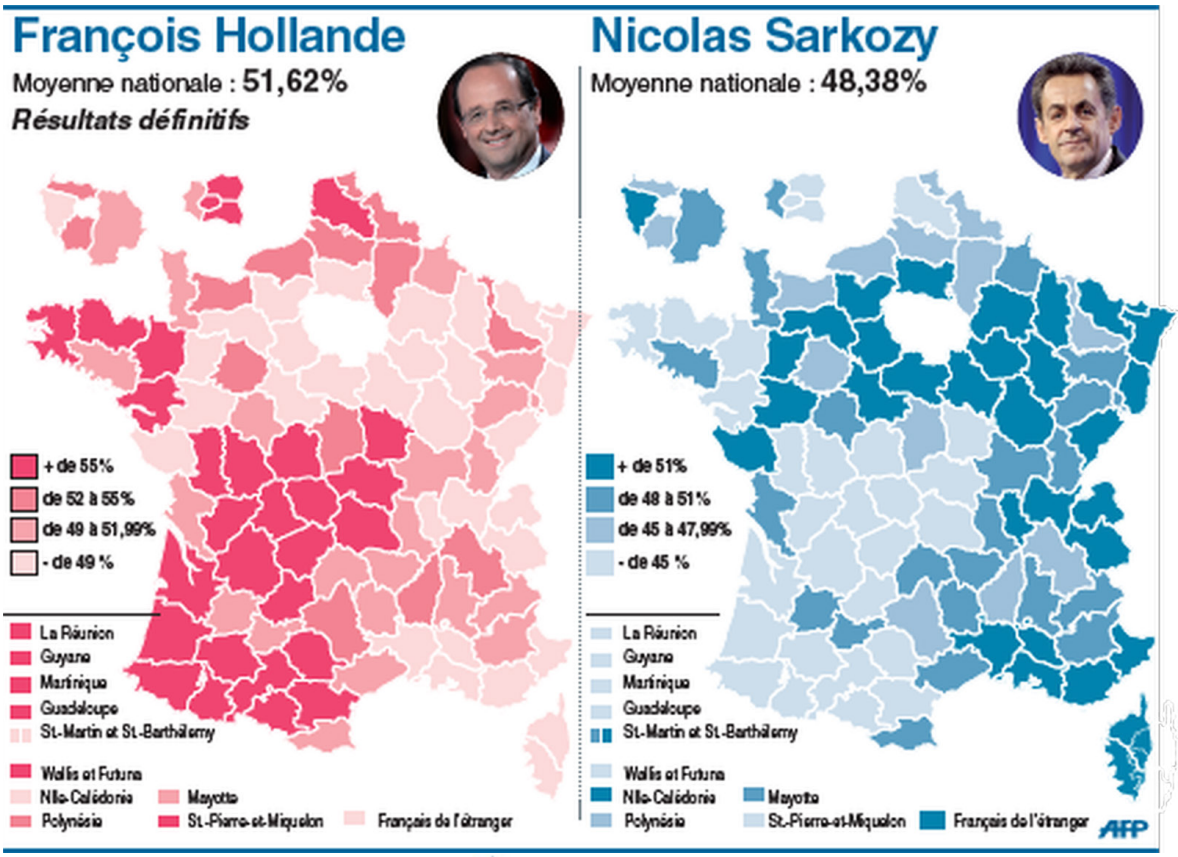
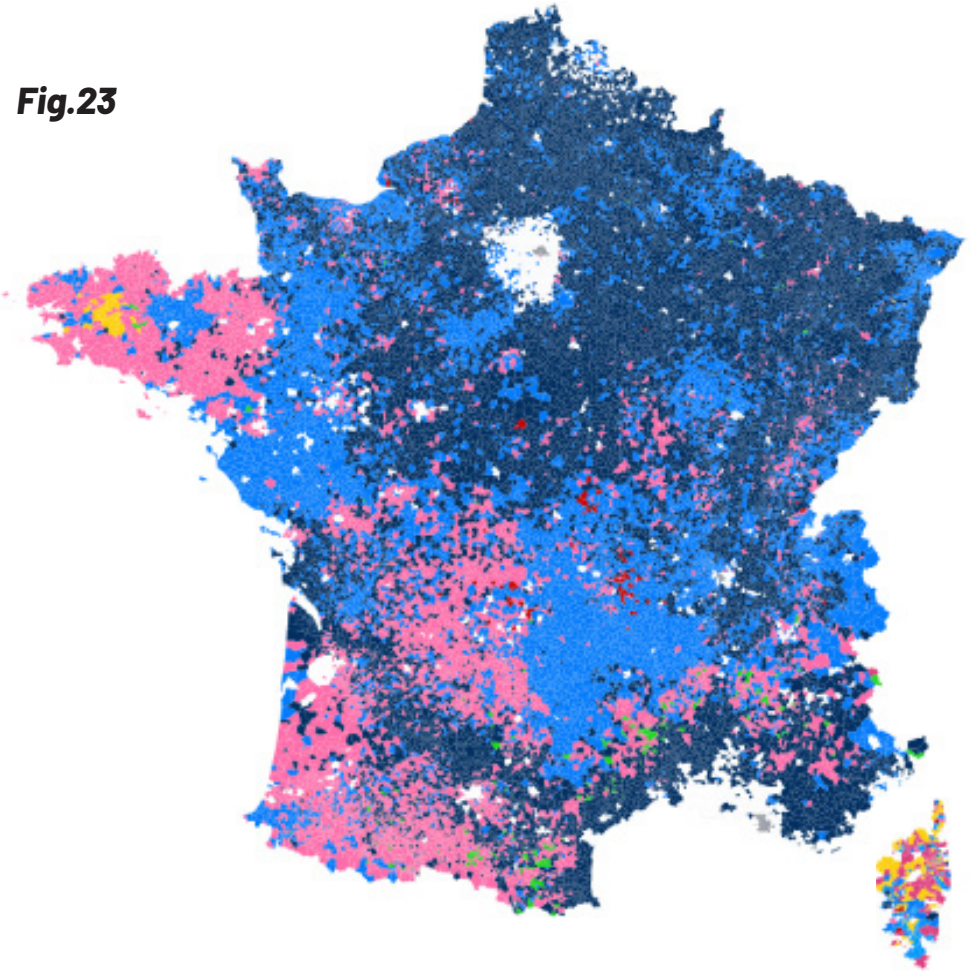


Fig.23



Élections présidentielles 2012

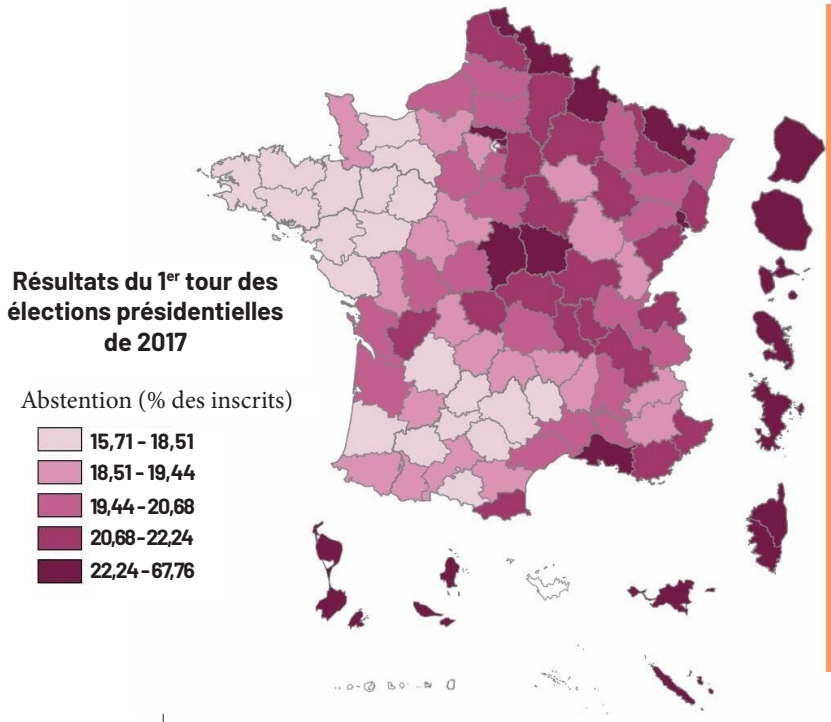
- EXTREME GAUCHE
- COMMUNISTE
- FRONT DE GAUCHE
- RADICAUX DE GAUCHE
- DIVERS GAUCHE
- UNION DE LA GAUCHE
- SOCIALISTE
- EUROPE-ECOLOGIE-LES-VERTS
- ECOLOGISTES
- REGIONALISTES
- MODEM
- DIVERS DROITE
- LES REPUBLICAINS/UDI
- UNION DE LA DROITE
- DEBOUT LA FRANCE
- FRONT NATIONAL
- DONNEE NON DISPONIBLE

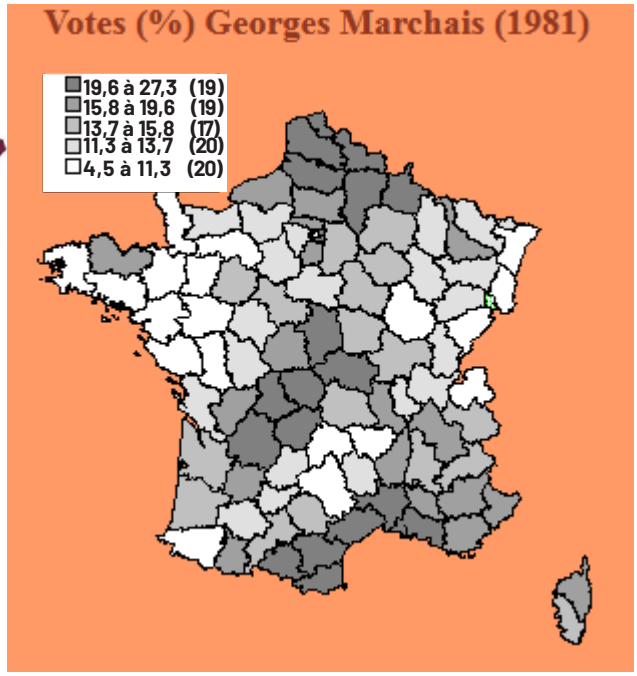
Mais quand on regarde la carte de France des taux d'abstention on voit qu'il existe une corrélation entre les départements pauvres et le taux d'abstention aux élections. Le taux d'abstention se corrèle également avec les zones où le fascisme fait ses plus gros scores.

Cette abstention est particulièrement forte dans la partie Est d'une ligne allant de Rouen à Perpignan, là où la droite et l'extrême droite s'imposent, là où les Français pauvres ne votent plus et laissent le terrain libre aux tenants du capitalisme qui les oppriment. L'enjeu de la reconquête politique de ces populations s'impose à notre syndicalisme CGT et aux forces progressistes.

Insee - Le simulateur d'indice des prix

Fig.24





LES PLANS DE RELANCE : UNE MACHINE À RENFLOUER LE SYSTÈME POUR ACCENTUER L'EXPLOITATION DES MASSES.

Le système capitaliste qui cherche, via la spéculation, à augmenter son taux de profit, a entraîné en 2008 une crise mondiale gigantesque qui a bien failli mettre tout le système hors d'usage.

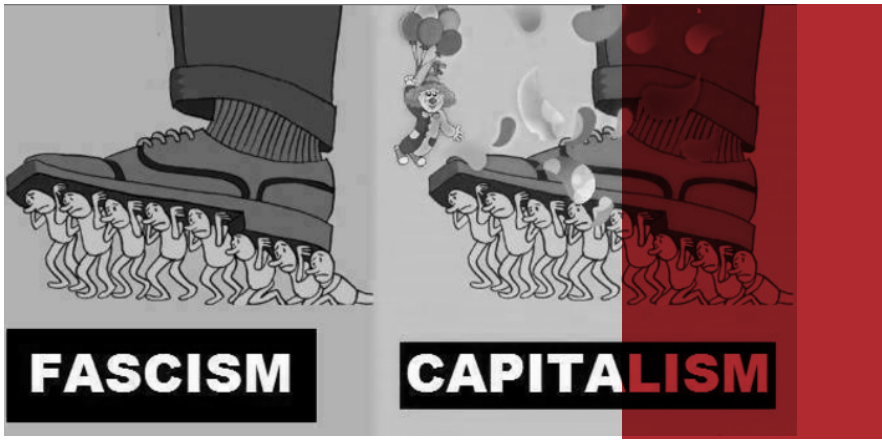
Les gouvernements mondiaux à la solde et garants de ce système capitaliste ont très vite réinjecté des sommes colossales dans les rouages capitalistes.
C'est ainsi que le plan de relance européen 2008-2010 a coûté 700 milliards d'euros.
Cet argent n'a jamais profité aux peuples qui, inexorablement, s'enfoncent dans la misère.
Il a servi à relancer le système de spéculation mondial tout en continuant à réduire les dépenses publiques pourtant utiles aux peuples.
Ce sont donc bien ceux-ci qui ont payé l'addition.

Le même processus vient de se mettre en place suite à la pandémie du COVID 19. Le plan de relance européen 2020-2022 prévoit 750 milliards d'euros.

La casse de tout ce qui est service public s'accélère et ces sommes gigantesques vont servir une fois de plus à alimenter l'ogre capitaliste.

Les peuples sont las, fatigués et abrutis par une propagande terriblement efficace. L'abstention politique gagne du terrain partout, la résignation l'emporte mais surtout le fascisme, la bête immonde qui se repaît de la misère revient en force pour venir sauver le soldat capitaliste.

10. Le fascisme, terreau naturel du capitalisme



Le capitalisme, responsable de la mort de 19 millions de travailleurs pendant la terrible guerre impérialiste de 1914-1918, avait besoin de reprendre la main face à l'organisation de ces derniers en Russie, de la tentative malheureusement échouée dans le sang en Allemagne, face aux aspirations sociales et au besoin de changement qui secouaient toute l'Europe et même le monde.

Il lui fallait un contrepoids, une force énergique et autoritaire pour contrer le communisme qui venait tout juste de naître.
En effet, le communisme est un danger pour les capitalistes. Il les exproprie et donne le pouvoir aux travailleurs.
Alors, qu'aucun des méfaits dont le communisme russe a été accusé ultérieurement n'était connu, les forces capitalistes ont envoyé des contingents tout autour de la jeune république soviétique pour mater la révolution (soldats américains, anglais, français, chinois, japonais....), envoyé des agitateurs et des espions pour organiser une contre révolution.
Mais rien n'y a fait et la révolution russe a fait l'objet d'un immense espoir pour tous les travailleurs du monde.

C'en était trop pour les capitalistes. Il fallait autre chose. Le fascisme est alors sorti de leurs cogitations. Il s'est vite appuyé sur le développement de la misère galopante suite au conflit le plus terrible jamais connu. Perte de repères, amertume, chômage, pauvreté, tous les ingrédients étaient là pour capter une partie de la population.
Il fallait convaincre les peuples de travailleurs en utilisant une démagogie astucieuse, en faisant croire aux travailleurs que le fascisme allait changer les choses.
Dès 1917, le fascisme a commencé à germer.
Fascisme vient de fascio : faisceau, rappel du faisceau des licteurs de la Rome antique, qui accompagnaient les personnages publics. Symboles du pouvoir, de la contrainte, de la punition.

LE FASCISME ITALIEN ARRIVE AU POUVOIR EN 1922

Benito Mussolini fonde le Parti National Fasciste en novembre 1921.
En octobre 1922, il décide de prendre le pouvoir par la force et organise la Marche sur Rome, qui voit 50 000 « chemises noires » se diriger vers la capitale tout en commettant des exactions.
Le roi d'Italie, Victor-Emmanuel III, nomme Mussolini Premier ministre le 30 octobre.
Le capitalisme italien a fait son choix face aux nombreuses grèves qui agitaient l'Italie.
En 1924, Mussolini fait modifier la loi pour permettre à son parti de remporter les élections. Puis, entre 1925 et 1926, il promulgue diverses lois lui donnant tous les pouvoirs et interdisant toute opposition.
Les jeunes sont endoctrinés dès l'école, les syndicats fascistes sont incontournables et le système va perdurer et conduire l'Italie dans la seconde guerre mondiale aux côtés de l'Allemagne.

LE FASCISME ALLEMAND ARRIVE AU POUVOIR EN 1933

En Allemagne, le Parti National Socialiste gagne en influence au fil du temps en s'appuyant sur une économie exsangue après la guerre et les humiliations. Là aussi le capitalisme allemand va faire le choix volontaire, alors que le parti nazi ne fait que 28 % aux élections de 1932, de lui confier le pouvoir.
Le president Hindenburg appelle Hitler pour devenir premier ministre. La messe est dite.

LE FASCISME PORTUGAIS ARRIVE AU POUVOIR EN 1932

Au Portugal, Salazar avec l'aide du capitalisme portugais arrive au pouvoir en 1932, instaure un régime de terreur qui va nuire aux Portugais jusqu'en 1975 avec la complicité des USA, de la Grande-Bretagne et de la France. Il aide Franco pour son coup d'Etat contre la République espagnole, aide Hitler mais ne sera jamais inquiété en tant qu'excellent anti-communiste.

LE FASCISME ESPAGNOL PREND LE POUVOIR MILITAIREMENT EN 1939

En Espagne, le Général Franco et les généraux séditieux, soutenus par le patronat espagnol et l'église (une constante pour l'église catholique aura été de soutenir tous les régimes fascistes) refuse la vistoire du « frente popular » et s'attaque militairement à la république espagnole.

En France, les tentatives du fascisme pour renverser la république ont échoué en 1934. Le peuple a porté le « Front populaire » au pouvoir et des avancées sociales, sans précédent ont été promulguées. Mais très vite les réformistes (la SFIO et les Radicaux) exigent une «pause». Ils refusent toute intervention en Espagne, laissant le champs libre aux fascistes et étant de fait les complices des meurtres perpétrés par le général Franco, avec la complicité des nazis.

Dans l'Europe de l'Est les partis fascistes se sont partout développés avec un anti communisme et un anti-soviétisme viscéral. Ils produiront les pires criminels que l'Histoire a connus.

Voilà la définition que faisait notre camarade Amselme Rosarde, Secretaire Fedéral lors du 14ème congrès de notre Fédération en avril 1938 :

« Le fascisme, c'est la dictature terroriste des élements les plus réactionaires, les plus impérialistes du Capital financier. Ce n'est pas seulement un nationalisme bourgeois ; c'est un chauvinisme bestial, c'est un système de banditisme politique gouvernemental, un système de provocation et de torture contre la classe ouvrière. C'est la barbarie médiévale, la sauvagerie, c'est le retour aux méthodes inquisitoriales, c'est la régression de l'humanité ... » « Le fascisme vise à l'exploitation la plus effrénée des travailleurs, mais il les aborde avec une habile démagogie en exploitant la haine profonde des masses contre les banques, les trusts, les magnats de la finance, revendiquant un pouvoir honnête s'indignant contre la corruption... ».

La bête immonde a été abattue en 1945 avec l'écrasement des nazis par l'Armée rouge et par la défaite de la Wehrmacht face aux alliés anglo-saxons. Les communistes ont donc joué un rôle majeur dans la fin du fascime.

Pendant des décennies, ce monstre s'est fait discret, léchant ses plaies et subsistant de façon très marginale. Le capitalisme ne pouvait raisonablement s'en servir. L'économie capitaliste étant repartie avec les « trente glorieuses » (cela dépend pour qui... en tout cas pas pour la classe ouvrière). Les colonies étaient exploitées sans vergogne, les marchés nécessaires aux profits s'ouvraient un peu partout, le chômage était relativement faible, il n'y avait pas de raison pour le capitalisme de réveiller la bête. De plus, le contre-poids des pays socialistes, l'espoir qu'ils ont sucité a cassé toute velleité de ressortir la bête.

La chute du mur de Berlin, l'effondrement des pays socialistes a entraîné la main-mise du capitalisme sur toute la planète. Dans les années 80, le système capitaliste a commencé à générer des cohortes de millions de chômeurs en Europe en lien avec des déclocalisations massives vers les pays à main d'oeuvre bon marché.

Dès le début de cette période, le fascisme a montré le bout de son nez aidé par des médias très très complaisants. L'enfoncement dans la pauvreté de millions de salariés, de retraités, d'enfants, des banlieues urbaines mais aussi des territoires délaissés, la complaisance de plus en plus grande des médias vis à vis du fascisme, qui est devenu une force politique comme les autres, a permis à celui-ci de progresser en France et en Europe.

« LE VENTRE EST ENCORE FÉCOND, D'OÙ A SURGI LA BÊTE IMMONDE » BERTOLT BRECHT

Ce certificat de virginité permet à la bête de se développer sous l'oeil attendri de sa mère nouricière, le Capital.
Opposer fascisme et capitalisme est une grave erreur. Comme le démontre très bien le programme du Front National français qui s'est rebaptisé « Rassemblement National ».

FRONT/RASSEMBLEMENT NATIONAL OU LE « DIABLE S'HABILLE EN DEMOCRATIE »

LES « PERLES » DU PROGRAMME DU FRONT NATIONAL RELOOKÉ RASSEMBLEMENT NATIONAL

Avertissement : ce texte n'est pas à prendre au 1er degré, sans tenir compte des arrières-pensées qui complètent chaque proposition.Il mérite une explication de texte qui fera l'objet d'un prochain document.

« Nous étions aux côtés des peuples martyrs du communisme, à l'époque où, de Giscard à Mitterrand, la visite du mausolée de Lénine était le nec plus ultra des visites des dirigeants européens aux gérontes sanglants du Kremlin.
Nous étions avec les peuples d'Indochine agressés par un marxisme à prétention puritaine qui causa le naufrage de cette civilisation en trente ans de guerre avant d'établir, ici, le génocide et le lao-gaï, là, misère et corruption la plus honteuse.
Nous étions auprès de nos compatriotes d'Algérie, Européens ou non, qui refusaient la dictature FLN, derrière laquelle se profilait déjà le fanatisme islamique, les égorgeurs d'hier fournissant les égorgés de demain.
Nous étions et nous restons les militants de l'indépendance et de la souveraineté françaises : nous n'avons jamais cherché des modèles ni trouvé des guides à Moscou ou à Pékin, à Bruxelles ou à Washington. Des alliances pouvaient être nécessaires pour endiguer la menace rouge : elles ne nous ont jamais aveuglés. L'allié n'est pas forcément l'ami.

Pour que la France retrouve sa prospérité, il faut que les Français conservent ou retrouvent du travail.
Les Français doivent, tout d'abord, être prioritaires dans les emplois disponibles en France.
De même, les dispositifs sociaux doivent leur être accordés de façon prioritaire. Il est nécessaire, ensuite, de rétablir une protection raisonnable de notre économie par la taxation des importations nuisibles à son dynamisme. Il faut, enfin, diminuer les impôts et les charges en les ramenant immédiatement à la moyenne des pays de l'OCDE (38 % du Produit national) et progressivement en deçà, notamment en supprimant l'impôt sur le revenu.
Faire le bilan des crimes du communisme.
La France proposera, en revanche, au niveau international, l'organisation d'un véritable "procès de Nuremberg" du communisme, non exclusif des procédures entamées par les nations et les citoyens qui en ont été les victimes. Elle le fera, non dans un esprit de vengeance, mais pour que toute la lumière soit faite sur cette idéologie, la plus sanglante de l'histoire de l'humanité, sur ses dramatiques conséquences et sur les complicités dont elle a bénéficié hier et profite encore aujourd'hui.

Inscrire la préférence nationale dans la Constitution.
Le Front National est, depuis toujours, attaché aux libertés économiques et à la libre entreprise.

Désétatiser la société française, le second axe d'intervention porte sur la remise à la libre-entreprise
Inscrire dans la Constitution le taux maximal des prélèvements obligatoires.
Supprimer progressivement l'impôt sur le revenu.
Supprimer les droits de succession au sein de la famille.
DIMINUER LA FISCALITÉ DE L'ENTREPRISE ET LES TAXES LOCALES.
FAVORISER L'ÉQUILIBRE FINANCIER DES ENTREPRISES FRANÇAISES.
LES "35 HEURES", RÉGRESSION SOCIALE AU PROFIT DU MONDIALISME.
Afin d'assurer la pérennité du système par répartition et grâce à l'instauration du salaire direct et à la baisse de la taxation du travail, des régimes complémentaires d'épargne retraite, par métiers, professions, entreprises, branches, seront encouragés à se créer par l'État.
Réserver les aides sociales aux seuls Français
REPLACER LE TRAVAIL AU CŒUR DE LA POLITIQUE SOCIALE :
Instaurer le salaire direct. Il est temps d'opérer une véritable "révolution", pour faire en sorte que chaque Français reçoive, par la rémunération de son travail, les fruits directs de ses efforts et de son mérite.
En clair, les charges sociales (patronales et salariales) doivent décroître considérablement de façon à augmenter les revenus directs des salariés.
LA SOCIALISATION DE LA SANTÉ La première dérive de notre système de santé est celle de sa socialisation. Sous l'impulsion des centrales syndicales de lutte de classes, relayées par les gouvernements successifs, l'assurance-maladie est peu à peu devenue un système parafiscal et redistributif, puisque le taux de prélèvement se fait au prorata des revenus. Ce n'est évidemment pas sa vocation. En dépit de cette redistribution, certains de nos compatriotes sont aujourd'hui obligés de restreindre leur accès aux soins tandis que le système est source de gaspillages croissants. »
« L'ART MEDICAL AU SERVICE DE LA SANTÉ DANS LE RESPECT DE LA VIE HUMAINE LE RESPECT INTÉGRAL DE LA VIE DE SON DÉBUT À SA FIN La médecine est au service de la vie et de la santé de l'homme. L'embryon doit se voir reconnaître la qualité juridique de la personne. La propriété de chacun sur son corps sera réaffirmée : aucune pratique scientifique ou médicale ne peut être tentée sur une personne avant que n'ait été recueilli, au préalable, son consentement formel. »
« Diversifier le financement de l'assurance-maladie Le financement du "gros risque" se fera,

comme actuellement, par un prélèvement à la source mais dont le taux sera fortement diminué, compensé par une TVA sociale, afin d'alléger la taxation de l'outil de travail. Cette TVA sociale s'applique évidemment à un prix hors taxe diminué des charges sociales. »
« Le régime conventionnel sera donc révisé afin de ne plus permettre aux centrales syndicales d'avoir accès sans contrôle à de très importantes masses financières qu'elles ne gèrent ni dans l'intérêt des patients, ni dans celui des praticiens »
« La gestion de l'hospitalisation publique ou privée doit de nouveau être de la pleine et entière responsabilité de l'hôpital, sous réserve d'une obligation d'équilibre de ses comptes. »
« La recherche pharmaceutique représente un secteur très important pour la santé publique et l'indépendance nationale. Il est donc indispensable de préserver les capacités de recherche des laboratoires pharmaceutiques. Dans cette perspective, la liberté de fixation des prix des médicaments sera rétablie afin d'encourager l'investissement dans la recherche de molécules nouvelles »
« Jamais, par exemple, même au cours des années Cinquante, le sommet de l'État ne s'attaqua ouvertement au Parti communiste : le président du Conseil Guy Mollet disait pourtant de ce dernier qu'il n'était ni à droite, ni à gauche, "mais à l'Est"
Car les affrontements d'apparence dissimulent des accords au fond. Jamais la "droite courbe" n'a eu, par exemple, la volonté de faire reculer de manière décisive l'influence du parti communiste dans les milieux intellectuels et culturels. Son anti-communisme était ponctuel et électoral, tandis que, sur la scène internationale, ses représentants menaient une politique favorable à l'Union soviétique (Valéry Giscard d'Estaing, par exemple). »

A la lecture de ces quelques éléments on voit tout de suite que ce programme est une copie parfaite du programme du patronat français. Les salariés qui votent Front National ne savent pas à quel point ils tissent la corde qui les étranglera.
L'infâme programme à parcourir… attention à la montée de tension.

11. Perspectives

Cette analyse correspond à la vision que la FNIC CGT a sur ce système capitaliste qui ne peut pas être l'avenir de l'humanité. C'est un système inhumain, dangereux pour l'environnement et l'humanité, parasitaire, nuisible. Il est plus qu'urgent de se battre pour éradiquer ce système économique qui prépare des temps douloureux pour les peuples. Les risques de guerre sont de plus en plus grands car ils ne concernent que des pays capitalistes impérialistes (Etats Unis, Russie, Chine, Union Européenne…).
Le fascisme, le racisme, le chauvinisme, le repli sur soi se développent partout.
Les luttes sociales qui se développent dans notre pays, doivent s'ancrer sur une analyse économico-politique.
Ce document est donc un outil pour nos militants en premier lieu, il est à destination de nos adhérents, des salariés et plus largement de notre peuple.
Qu'il en soit fait une large utilisation.
Tout peut être repris de ce texte pour aider à une diffusion la plus large possible.

Les luttes doivent alimenter l'espoir d'un changement de société, d'une éradication du Capitalisme. Ce ne sont pas que des mots, des incantations.
Laisser croire qu'aménager ce système capitaliste amènera un soulagement pour le monde du travail est un leurre et il est criminel de distiller ce genre d'utopie.

Définitions INSEE :

Revenu disponible : le revenu disponible est le revenu à la disposition du ménage pour consommer et épargner. Il comprend les revenus d'activité net des cotisations sociales, les indemnités de chômage, les retraites et pensions, les revenus du patrimoine (fonciers et financiers) et les autres prestations sociales perçues, net des impôts directs. Ces derniers incluent l'impôt sur le revenu, la taxe d'habitation, la contribution sociale généralisée – CSG –, contribution à la réduction de la dette sociale – CRDS – et les prélèvements sociaux sur les revenus du patrimoine.

Revenu avant redistribution : le revenu d'un ménage est ici l'ensemble de ses revenus avant paiement des impôts directs (mais net de cotisations sociales) et perception des prestations sociales. Il comprend ainsi les revenus d'activité, les indemnités de chômage, les pensions et retraites et les revenus du patrimoine.

Niveau de vie : il est égal au revenu disponible du ménage divisé par le nombre d'unités de consommation (UC). Le niveau de vie est donc le même pour tous les individus d'un même ménage.
Les unités de consommation (UC) sont généralement calculées selon l'échelle d'équivalence dite de l'OCDE modifiée, qui attribue 1 UC au premier adulte du ménage, 0,5 UC aux autres personnes de 14 ans ou plus et 0,3 UC aux enfants de moins de 14 ans.

Perspectives